

Muséum National d'Histoire Naturelle, en cohabitation avec
l'Institut National Agronomique Paris-Grignon et
l'Université Paris-VII Denis Diderot

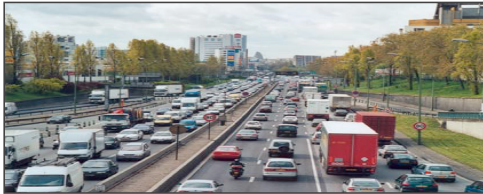
DEA Environnement: Milieux, Techniques, Sociétés, option "Systèmes naturels et
systèmes sociaux: développement durable et gestion conservatoire "
Année universitaire 2001 – 2002



Inondations en Chine, Croix-rouge, août 2002

La société face aux changements climatiques : une indifférence durable ?

Sabine Rabourdin



Porte de Bagnolet, C.Noisette, juin 2001

Responsable de stage : **Jean-Marie Betsch**
Laboratoire des systèmes naturels et modifiés,
Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris.

Sabine Rabourdin

DEA EMTS-2001/2002

Résumé

Ce mémoire a pour objectif d'analyser la quasi-absence de prise en compte du changement climatique au sein de la société française. Initialement basée sur une analyse individuelle (approche anthropologique), cette recherche tente cependant d'intégrer d'autres aspects essentiels à la compréhension globale des enjeux du phénomène climatique (raisonnements sociologique, économique, écologique, ...). La méthode utilisée pour atteindre l'objectif initial repose sur des analyses d'entretiens semi-directifs, sur une riche expérience issue d'une observation participative conséquente et sur quelques données statistiques remarquables. L'analyse des résultats se porte préférentiellement sur les contradictions dans les comportements d'acteurs et les choix individuels, contradictions qui permettent d'éclairer l'inaction de la société face au changement climatique.

Abstract

This report deals with the issue of French society indifference towards the risks linked to the climate change. Initially based on an anthropological approach, this research study tries to take into account other major aspects required to understand the interaction between society and global change (eg. Sociological, economical or ecological dimensions). The method used to answer to the issue is based on semi-directed interviews, on data from a long participative observation, and on a few special statistical data. The contradictions in people behaviours and individual choices are especially studied, to understand the lack of society action in front of the climate change phenomena.

Remerciements

Je voudrais remercier avant tout M. Jean-Marie Betsch de m'avoir soutenu dans ma recherche et de m'avoir guidé dans ma démarche.

Les conseils de MM. Jaques Weber, Philippe Roqueplo et Daniel Boy m'ont été précieux, et je les remercie de l'intérêt qu'ils ont pu porter à ma recherche, ainsi que du temps qu'ils m'ont consacré.

Je remercie beaucoup toutes celles et ceux qui ont bien voulu se soumettre à mes entretiens, pour leur disponibilité et leur volonté de répondre au mieux à mes questions.

Je remercie également tous ceux qui s'impliquent dans l'ONG Réseau-Action-Climat France, pour la qualité de leur travail et leur souci permanent de relayer une information objective sur le changement climatique.

Je tiens aussi à remercier Mme Jeanne Le Duchat, pour son aide administrative et méthodique et sa chaleureuse disponibilité.

Que l'équipe du DEA EMTS du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris reçoive mon remerciement final, pour son encadrement riche en instruction et son ouverture intellectuelle des plus motivantes.

Sommaire

Résumé/Abstract	2
Remerciements	3
Introduction	6
Partie I : Le changement climatique et la société	8
I. 1. Qu'entend-on par " changement climatique " ?	8
<u>La corrélation température-CO₂p9</u>	
<u>Quelles sont les causes des émissions anthropiques de gaz à effet de serre ?</u>	10
I. 2. Le risque lié au changement climatique	13
<u>Quelles conséquences pour le climat ?</u>	14
<u>Quelles conséquences pour les sociétés?</u>	15
<u>Quels sont les moyens de diminuer les émissions ?</u>	16
I. 3. Comment la société réagit-elle face à ce risque ? (Réagit-elle à la mesure du risque ?)	18
Conclusion de la Partie I	19
Partie II : Question posée, méthode et problématique	20
Introduction et précisions quant à la méthode scientifique choisie	20
II.1. Formulation de la question initiale	21
II.2. Les entretiens et les objets d'analyse	22
II.3. Les concepts	22
II.4. La problématique	23
Conclusion de la Partie II	24

Partie III : Analyse	25
III.1.Des arguments liés à des convictions philosophiques	25
III.2. Un phénomène ambigu	27
III.2.a la vertu du doute scientifique ou la responsabilité de la Science	27
III.2.b. Un problème inhérent à la nature du phénomène ?	28
III.3. L'accès à l'information : une démarche volontaire	29
III. 4. Les représentations sociales de l'effet de serre	33
III.5 Les facteurs psychologiques de l'inaction	35
III. 6. La dynamique sociale : une réponse clé	36
III.6.a. L'individu face au collectif	36
III.6.b. Le comportement : pilier de la décision	38
III. 7. La déresponsabilisation	39
III. 8. Les blocages politiques	40
III.8.a Les politiques non responsables	40
III.8.b. L'administration française, peu propice aux changements	41
III.9 L'environnement comme frein de l'économie	43
III.9.a. Consommation et développement	43
III.9.b. Les coûts de la lutte contre l'effet de serre	44
Conclusion de la partie III	45
Partie IV : Suggestions	46
Conclusion générale	51
Annexes	52
Annexe 1 : Déclaration de la conférence de citoyens	
Annexe 2 : Tableau de classement des archives de l'INA sur l'effet de serre	
Annexe 3 : Mémoire bibliographique	
Annexe 4 : Courbes des scénarios du GIEC	
Annexe 5 : Quatre exemples d'entretiens	

Introduction

Ce mémoire s'inscrit globalement dans un questionnement sur l'interaction entre la dégradation de la nature et l'évolution des sociétés. On peut aborder ce questionnement sous différents angles : certains analysent les évolutions de la société qui mènent à la destruction des ressources naturelles, d'autres étudient l'impact des dégradations de la Nature sur l'avenir des sociétés, ... La démarche ici présentée cherche globalement à comprendre le(s) mécanisme(s) par le(s)quel(s) les gens *perçoivent* une certaine atteinte à l'environnement, et comment ils *réagissent* à cette perception.

Pour cette recherche, mon travail s'est porté sur les atteintes liées au climat, ce que l'on dénomme désormais couramment "changement(s) climatique(s)", en désignant par là une perturbation et une modification des phénomènes climatiques par l'action humaine. L'ampleur du phénomène, ses enjeux fondamentaux et son lien avec chaque aspect de l'évolution actuelle de la société justifient ainsi le choix de ce sujet de recherche. Le défi du changement climatique peut cependant être abordé suivant de nombreux axes de recherche : économique, géopolitique, écologique, ... Chacune des approches paraît des plus intéressantes, mais aucune ne permet d'appréhender dans sa *globalité* ce phénomène à la complexité extrême.

Ma volonté initiale a été de débiter cette recherche non pas à partir de *chiffres* ou de statistiques diverses, mais de *témoignages individuels*, en adoptant ainsi une démarche anthropologique. Au risque de ne pas aller jusqu'au bout de cette démarche, j'ai alors tenté d'intégrer progressivement à celle-ci d'autres dimensions indispensables à la compréhension du changement climatique, que ce soit une dimension sociale et politique, technique et économique, ou encore écologique. Cette tentative de multi-disciplinarité a par ailleurs été facilitée par mon travail au sein de l'ONG Réseau-Action-Climat France, qui m'a permis de m'immerger plus en profondeur dans la problématique sociale de ce phénomène, et m'a procuré l'opportunité d'une observation participative au sein du milieu associatif, et de la société française, à travers de nombreux aspects (individuels et collectifs, étatiques, industriels, etc.).

De cette expérience et de ces observations est née l'interrogation fondamentale à la base de ce travail : pourquoi existe-t-il un tel décalage entre les conséquences annoncées du changement climatique et l'inaction quasi totale de la société ?

Comment les gens perçoivent-ils la nature de ces changements climatiques ? Comment conçoivent-ils leur responsabilité dans ce problème ? Cherchent-ils à en limiter l'ampleur ? Comme on le verra dans les premières pages de ce mémoire, la prise de conscience du problème est limitée et les mesures proposées aujourd'hui ne permettent pas de résoudre le problème. On en vient donc à se demander pourquoi la société ne réagit pas à la mesure de la menace climatique qui pèse sur elle...

La première partie de ce mémoire justifiera ainsi l'affirmation d'indifférence de la société, à travers la description des changements climatiques, de ses causes et de ses conséquences, les différents scénarios d'avenir et les démarches actuellement entreprises par les populations pour y remédier. La deuxième partie définira les hypothèses, les concepts, détaillera la problématique

retenue et quelques concepts utilisés pour clarifier notre sujet. La troisième partie de ce mémoire analysera plusieurs témoignages de différents acteurs de la société ainsi que d'autres données recueillies sur le terrain, et cherchera à dégager des axes d'analyse qui puissent s'insérer dans une problématique plus générale. Enfin, la dernière partie, plus normative, proposera des voies de compréhension et des propositions ouvertes pour la résolution du problème, en tentant de répondre à la question : quels sont finalement les paramètres qui influencent la résolution par la société du problème du changement climatique ?

Partie I : Le changement climatique et la société¹

L'objectif de cette première partie est de dresser un bref panorama du problème de l'effet de serre, afin de permettre une compréhension globale du sujet. Il s'agit en particulier ici d'expliquer l'origine du changement climatique, d'évoquer les risques liés à ce changement et leurs conséquences pour les sociétés, et enfin de faire un bref état des lieux des mesures possibles pour remédier au problème et des mesures effectivement élaborées dans le monde et en France.

1. Qu'appelle-t-on " changement climatique " ?

La Terre est pourvue d'une atmosphère composée pour l'essentiel d'azote et d'oxygène, et d'une petite proportion de gaz dits " gaz traces ", parmi lesquels se trouvent le CO₂ et la vapeur d'eau. Ces deux derniers gaz possèdent la propriété particulière de " piéger " l'énergie solaire : ils créent une sorte de couche concentrique qui provoque un " effet de serre " naturel permettant une température moyenne terrestre de +15°C, au lieu des -18°C que l'on obtiendrait en l'absence de cette couche ; cet effet de serre naturel est donc nécessaire pour la vie terrestre. On parle d'"effet de serre" en référence au phénomène observé dans les serres de jardinier : le verre a la particularité physique d'être transparent aux rayons issus du Soleil, mais d'être en partie opaque à ces mêmes rayons réémis à la température de la serre, qui se trouvent ainsi "piégés" dans la serre, ce qui augmente sa température intérieure. Le processus physique similaire lié à l'atmosphère et aux nuages pour les rayons solaires ont conduit à l'utilisation de ce terme d'effet de serre.

La Terre reçoit du Soleil en moyenne 342 W/m². Un tiers de cette énergie est réémis directement dans l'espace. Les deux tiers restants sont absorbés par différents éléments terrestres (eau, sol, nuages, atmosphère) pour être finalement réémis plus tard dans l'espace sous forme de rayonnement infrarouge. Des gaz dits "gaz à effets de serre" (GES) absorbent une partie des rayonnements réémis ainsi par la Terre. Ces gaz à effet de serre sont en proportion adéquate pour que la température terrestre moyenne reste comprise dans les limites connues de tolérance de la vie. Le CO₂ et la vapeur d'eau ne sont pas les seuls gaz à effet de serre : il faut aussi compter des gaz tels que le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (NO₂) et les gaz artificiels de la famille des composés chlorés (CFC, HCFC, etc.), les CFC étant par ailleurs des gaz destructeurs de la couche d'ozone.

A chacun de ces gaz à effet de serre est attribué un "pouvoir de réchauffement global" (PRG). Le PRG d'un GES est calculé en fonction de deux paramètres principaux : la quantité d'énergie que le gaz peut intercepter, et sa durée de résidence dans l'atmosphère. Dans le tableau ci-dessous, les PRG sont calculés sur la référence du carbone : 1 kg méthane a un pouvoir de réchauffement de l'atmosphère équivalent, sur 100 ans, à 21 kg de CO₂ ; mais il ne reste que 15 ans dans l'atmosphère.

¹ Dans ce texte, le terme " changement climatique " désigne exclusivement la partie de l'évolution climatique qui est induite par l'Homme. L'expression pourra être utilisée au pluriel, faisant alors référence aux évolutions climatiques locales distinctes.

Gaz	Durée de résidence (années)	PRG
Dioxyde de carbone (CO ₂)	100 à 200	1
Méthane (CH ₄)	15	21
Protoxyde d'azote (NO ₂)	120	310
HCFC-22	12	1,300
CF4	50 000	6500
SF6	3 200	23,900
CFC-12	102	6500

Source : GIEC 1995.

Tableau 1 : Le pouvoir de réchauffement global de différents gaz à effet de serre.

Le PRG est en partie arbitraire car la durée de résidence et la puissance d'absorption des différents gaz ne sont pas des grandeurs physiques comparables. Le PRG a été élaboré par le GIEC² à la demande des politiques, qui ont besoin d'établir des priorités d'action et pour cela de comparer les gaz entre eux. Cet indice établit la "culpabilité" de chaque gaz³, et donc de chaque responsable des émissions de ce gaz. Ces gaz se répartissent de manière uniforme dans l'atmosphère tout autour de la planète (les hétérogénéités liées à la production ne sont que des phénomènes de court terme, temporaires), on remarque donc que le lieu de production des GES importe peu dans l'objectif d'une réduction globale.

La distribution terrestre de l'énergie solaire, bien connue en moyenne (342 W/m², cf. ci-dessus), fluctue cependant considérablement dans l'espace et le temps, et l'on est encore loin de comprendre toutes les conséquences de ces fluctuations sur notre environnement. Le climat et son évolution mettent eux-mêmes en jeu des échelles de temps et d'espace difficilement maîtrisables. Ainsi, au niveau spatial, le climat est-il influencé globalement par la circulation atmosphérique et océanique par exemple. Localement, il varie également en fonction de la géographie, de l'altitude, ... Enfin, le climat évolue à une échelle régionale (coordonnées du lieu, types de climats, ...).

Il a été démontré que le cycle du carbone est capable de supporter une activité humaine

² Le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat, en anglais IPCC, pour Intergovernmental Panel on Climate Change) est un organisme mondial d'expertise sur le climat. Il constitue un pôle de référence dans ce domaine, et produit l'expertise scientifique sur le changement climatique pour l'ONU. Le GIEC a initialement appréhendé le changement climatique comme un pur problème scientifique lié à l'environnement (cf. premier rapport, en 1990, essentiellement sur la science du climat). Ses travaux intègrent cependant de plus en plus d'aspects (en particulier socio-économiques), qui représentent désormais une part plus importante que les seuls travaux sur la science du climat. Le GIEC est composé de trois groupes: l'un travaille sur le fonctionnement du climat et l'appréciation du changement climatique, un autre sur la vulnérabilité de la biosphère et de notre système socio-économique face aux risques du changement climatique, enfin le troisième groupe travaille sur les scénarios d'émission de gaz à effet de serre et la manière de réduire nos émissions.

³ P. Roqueplo, *Climats sous surveillance.*, Paris, Economica, 1993. pp196-229.

industrielle : on estime que la biosphère peut recycler 3 GtC⁴ par an⁵, essentiellement grâce au rôle de la biosphère terrestre et de l'activité océanique (absorption par le plancton). La "pollution" due au CO₂ ne devient donc une pollution que lorsque les activités humaines induisent plus de gaz à effet de serre que ce que la biosphère ne peut en recycler, et dès lors que le "surplus" de CO₂ s'accumule dans l'atmosphère. La production excessive de carbone est donc susceptible de perturber le cycle du carbone (augmentation de la source de carbone), mais ce cycle peut également être perturbé par la modification de sa capacité de recyclage (diminution de l'effet de puits de carbone) ; c'est par exemple l'effet d'une diminution de la couverture végétale terrestre (activités de déforestation), qui tend à diminuer l'absorption du carbone de l'atmosphère.

La corrélation température-CO₂

Dès 1958, Charles Keeling, du Scripps Institute of Oceanography, observe l'augmentation du taux de CO₂ dans l'atmosphère. On montre à peu près à la même époque que la température terrestre a augmenté de quelques dixièmes de degrés au cours du XX^{ème} siècle, et que cette augmentation est très rapide si l'on compare aux variations passées. Des carottages effectués dans les calottes polaires montrent qu'il existe une relation entre la température terrestre moyenne et le taux de CO₂ dans l'atmosphère. On constate ainsi que le taux de CO₂ est resté compris entre 180 et 280 ppmv⁶ au cours des 160 000 dernières années, sans jamais dépasser 280 ppmv depuis 400 000 ans. On constate également que le taux est resté stable depuis environ 10 000 ans⁷. Mais aujourd'hui, la concentration en CO₂ dans l'atmosphère est supérieure à 360 ppmv.

Par ailleurs, le CO₂ n'est pas le seul gaz à effet de serre à avoir vu sa concentration augmenter au cours des cent dernières années : c'est aussi le cas pour le méthane (+145%), le protoxyde d'azote (+12%) et diverses variétés de gaz chlorés, fluorés et soufrés (CFC, HCFC, SF6, CF4, etc.) qui n'existent pas à l'état naturel. Il existe des modèles prenant en compte plus de 30 gaz à effet de serre artificiels. Cette augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère accentue le forçage radiatif. Le GIEC estime que ce forçage radiatif est aujourd'hui d'environ +3 W.m⁻², soit environ 1% du flux solaire reçu par la planète.

Quelles sont les causes des émissions anthropiques de gaz à effet de serre ?

Les émissions anthropiques de gaz à effet de serre proviennent essentiellement de l'emploi des combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz), que ce soit pour les transports, le chauffage, la production électrique, etc. D'importantes émissions ont par ailleurs pour origine des procédés industriels (notamment chimiques), ou encore l'agriculture.

L'exemple de l'utilisation des combustibles fossiles est caractéristique : selon le GIEC, la demande mondiale de combustible fossile pour l'énergie s'est accrue en moyenne de 2% par an depuis deux siècles (multiplication par plus de 50 depuis le début de la révolution industrielle). En 1990, base de calcul du Protocole de Kyoto (cf. ci-dessous), la consommation d'énergie fossile

⁴ Tous les calculs sont donnés dans l'unité "tonne-carbone" (tC). 109 tC = 1 GtC. On obtient la masse de CO₂ en multipliant le nombre de GtC par 3,67.

⁵ GIEC, *Changement de climat 1995 - Résumé à l'intention des décideurs.*, 1995, p11.

⁶ ppmv : parties par million en volume.

⁷ UNEP, *Climate Change Information Kit*, 1999.

correspondait à un dégagement de 6 GtC de CO₂. Les tableaux suivants illustrent la répartition de la production de CO₂ dans le monde en 1990, ainsi que l'origine la plus fréquente de l'émission anthropique de GES :

Activité	Emissions (GtC)	%
Consommation finale de l'énergie	3,7	62
Conversion et distribution de l'énergie	2,3	38

Source : GIEC 1995

Tableau 2 : Répartition des émissions de CO₂ dans le monde en fonction des activités.

Secteur	Émissions (GtC)	%
Industrie	2,7	45
Habitation ou locaux commerciaux	1,7	29
Transports	1,3	21

Source : GIEC 1995

Tableau 3 : répartition sectorielle des émissions de CO₂ dans le monde.

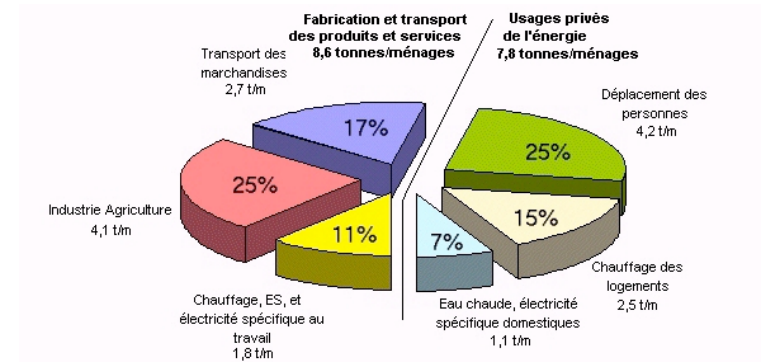
Gaz	Principales sources
Méthane	culture du riz, fermentation entérique des herbivores, déchets organiques.
Protoxyde d'azote	engrais, déchets.
CFC	climatisations, Réfrigérateurs.

Source : GIEC 1995

Tableau 4 : principales sources anthropiques d'émission du méthane, du protoxyde d'azote et du CFC dans le monde.

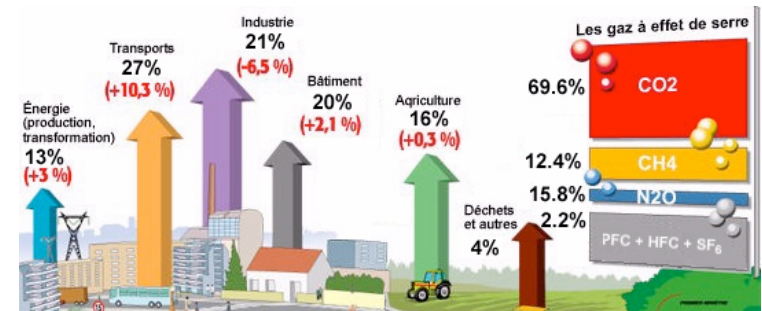
En moyenne, la production par an et par habitant est d'environ 1,1 tC, mais cette moyenne cache d'importantes disparités. Elle ne rend pas compte de la forte disparité *spatiale*, ni de la forte disparité *temporelle* de production de carbone (révolution industrielle, ...). Or il est important de remarquer que c'est l'effet *cumulatif* du CO₂ dans l'atmosphère qui peut avoir un impact notable sur le climat, et non les émissions directes ; il est donc délicat de trouver des critères pertinents permettant une analyse objective de cette production de CO₂ et de ses conséquences sur le climat.

Pour la France :



Source : MIES

Schéma 1 : la responsabilité des ménages dans l'émission de gaz à effet de serre



Source : MIES

Schéma 2 : émissions de gaz à effet de serre (et leur croissance entre 1999 et 2000) par type de secteur en France en 2000.

En France, un ménage émet en moyenne 16,4 tonnes de CO₂ par an. Les usages

privés de l'énergie sont directement responsables d'une partie de ces émissions de CO₂ (quand le ménage utilise un moyen de transport, se chauffe, éclaire son logement, fait fonctionner ses appareils électroménagers). On peut plus difficilement attribuer à ce ménage une responsabilité pour les émissions liés à la fabrication des produits et des services et au transport qu'elle génère (transport des marchandises). Le ménage ou l'individu "est cependant l'utilisateur ou le consommateur final des produits et des services, et il peut directement agir sur une partie des consommations d'énergie sur son lieu de travail (chauffage des locaux, éclairage, bureautique)."⁸

2. Le risque lié au changement climatique

Le changement climatique auquel nous sommes confrontés aujourd'hui n'est pas comparable avec les expériences historiques. Tous les scientifiques du GIEC s'attendent à une évolution rapide, avec des effets violents et soudains et par là même demandent des réponses rapides et anticipées.

Isabelle Biagiotti et Sarah Montgruel.⁹

L'effet cumulatif des GES dans l'atmosphère apparaît clairement comme un processus irréversible, susceptible de modifier notablement l'évolution du climat. Ces premières constatations, associées à l'incertitude sur l'ampleur exacte du changement climatique induit, ont conduit la communauté internationale à définir un *principe de précaution*, justifiant la nécessité d'agir en dépit des incertitudes scientifiques. De nombreuses définitions de ce principe existent, qui reflètent les conflits et les divergences d'intérêts qu'il suscite. On peut globalement dire qu'il s'agit d'une règle de comportement et de décision à observer en l'absence de certitudes scientifiques relatives à une activité dont on peut raisonnablement supposer qu'elle comporte un risque immédiat ou futur pour la société ou l'environnement¹⁰.

À la lumière du principe de précaution, l'absence de preuves scientifiquement établies n'est donc plus – théoriquement du moins – un obstacle à l'action. Encore faut-il déterminer, dans le cadre du changement climatique, quelles réponses peuvent être élaborées, et quelles conséquences réelles elles entraînent sur l'évolution du climat. C'est un des travaux qu'a entrepris le GIEC¹¹, à travers la définition de *scénarios d'émissions* développés par six équipes de modélisation. Ces six groupes de scénarios ont ainsi été subdivisés en 40 scénarios, classés en quatre familles, chaque scénario reposant sur une combinaison particulière de quelques facteurs. Parmi ceux-ci, les plus importants sont l'évolution démographique, le développement économique et social, ainsi que les développements technologiques (y compris la composition de l'approvisionnement énergétique, par exemple).

⁸ Site internet de la Mission Interministérielle de l'Effet de Serre (MIES), [www. effet-de-serre.gouv.fr](http://www.effet-de-serre.gouv.fr).

⁹ Courrier de la planète- Global chance, "changements climatiques, les politiques dans la tourmente", p54,

2001.

¹⁰ Pour des éléments plus complets sur ce sujet très discuté, voir, entre autres références - Débat autour du principe de précaution. - *Natures sciences sociétés (Montrouge)*. - (1998-01/03)vol.6.n 1, p.41-49.- Godard, Olivier. - De l'usage du principe de précaution en univers controversé. - *Futuribles (Paris)*. - (1999-02/03) n 239-240, p.37-60.- Lepage, Corinne ; Guery, François. - *La politique de précaution / Corinne Lepage, François Guery*. - Paris : PUF. - 208 p. ; 22 x 15 cm. - (Questions actuelles).

¹¹ GIEC, *Rapport spécial du GIEC - Scénarios d'émissions - Résumé à l'intention des décideurs*, 2000.

Un premier scénario "de référence" peut alors être défini : dans le cas où rien ne change notablement dans les comportements, les émissions futures de GES sont obtenues par une simple extrapolation des évolutions actuelles. À partir de ce scénario, il est alors possible de classer les autres, en fonction des résultats d'émissions qu'ils prévoient.

Ces travaux de modélisation permettent de comprendre, ou du moins d'imaginer, quels facteurs sont essentiels pour le contrôle des émissions de GES, et quelles actions doivent être mises en place, en fonction des objectifs que la communauté se fixe. Ils mettent également en évidence la difficulté de toute action en faveur d'une réduction des GES, à cause de l'inertie des facteurs à modifier.

Quelles conséquences pour le climat ?

Si tous les modèles mathématiques conçus ne prévoient pas les mêmes variations climatiques, ils convergent cependant quant au réchauffement global du climat, en moyenne. Pour un doublement du taux de CO₂ atmosphérique, à l'équilibre, les chiffres varient généralement de 1 à 4.5°C d'augmentation¹², et jusqu'à 6°C¹³. Ces chiffres peuvent paraître faibles, mais sont en réalité énormes en comparaison des variations climatiques antérieures: il faut ainsi retourner plus de 2 millions d'années en arrière pour trouver un réchauffement terrestre de 2°C, et lors du dernier pic de glaciation, il y a 18000 ans, alors que la température moyenne était de 4°C inférieure à la température actuelle, une immense calotte de glace recouvrait en grande partie Europe et Amérique du Nord... Ainsi, comme le souligne le GIEC, "*dans tous les cas de figure, le réchauffement se produirait à un taux moyen probablement plus élevé que ce qu'on a connu depuis 10 000 ans*"¹⁴.

Au niveau des scénarios modélisés par le GIEC, le scénario "moyen" correspond à une augmentation de température de 2°C et une élévation du niveau des mers de 50 cm, à l'horizon 2100. Pour le scénario le plus optimiste (modèle climatique peu sensible, bonne réactivité technologique, faible croissance économique et démographique), l'augmentation de la température moyenne est de 1°C, et celle du niveau des mers de 15 cm. Quant au scénario le plus pessimiste, il prévoit +3.5°C de température et +95 cm au niveau des océans.

Outre cette augmentation du niveau des océans, les changements climatiques affecteront le régime des précipitations, et intensifieront le cycle hydrologique (cycle évaporation/précipitation), provoquant localement sécheresses et/ou inondations. De nombreuses autres conséquences sont évoquées, telles l'adaptation des écosystèmes, qui ne survivront que s'ils peuvent se déplacer suffisamment rapidement, ce qui représente un risque direct pour la biodiversité. Les risques d'intensification locale de tempêtes ou de cyclones sont également importants, et l'on peut également ajouter le risque accru de "surprise climatique", événement climatique imprévisible tant par la localisation que par l'intensité ou la probabilité¹⁵.

Quelles conséquences pour les sociétés ?

¹² GIEC 1995

¹³ R.T. Watson, *Presentation of Robert T. Watson, chair of the IPCC, at the COP6*, November 13, 2000.

¹⁴ GIEC., *Changement de climat 1995 - Résumé à l'intention des décideurs*, 1995. p11..

¹⁵ GIEC., *Third Assessment Report*, 2001.

Comme les écosystèmes en général, les sociétés seront face à un nécessaire effort d'adaptation au changement climatique. L'agriculture, secteur essentiel pour toute société, est au premier plan de cet effort d'adaptation. Si la plus forte concentration de CO₂ atmosphérique est susceptible de "doper" certaines productions comme les céréales, d'autres risquent en revanche d'être fortement handicapées (la vigne par exemple). La compétitivité des mauvaises herbes risque en outre d'être renforcée, ainsi que le développement des maladies cryptogamiques et de la population d'insectes. Si l'on ajoute les risques déjà évoqués de sécheresses et d'inondations, les défis posés à l'agriculture de demain paraissent des plus importants.

L'augmentation du niveau des océans risque également d'avoir des conséquences notables sur l'organisation de nombreuses sociétés. Dans le cas d'une augmentation de 50 cm (scénario "moyen" du GIEC), plus de 90 millions de personnes se trouveraient menacées, et ce chiffre passe à près de 120 millions pour une augmentation de 95 cm (scénario "pessimiste"). La notion de "réfugiés climatiques" fait ainsi son apparition dans le domaine de l'humanitaire, laissant présager une intensification des mouvements de populations, dus aux changements climatiques (cf. le cas de l'île de Tuvalu). L'augmentation du niveau des océans, outre les inondations plus fréquentes des zones côtières, présente également une menace de salinisation des nappes phréatiques et des sols côtiers.

D'un point de vue sanitaire, le changement climatique représente une menace qui, pour être indirecte, n'en est pas moins lourde de conséquences pour les sociétés. Outre la hausse de la mortalité par maladies cardio-vasculaires, on peut prévoir une extension géographique des maladies tropicales. Le paludisme, qui serait ainsi susceptible de refaire son apparition dans le Sud de la France (Camargue), est un exemple caractéristique.

Le changement climatique, en accentuant la fragilisation des écosystèmes (épuisement des sols, stress hydrique, déforestation, ...), risque donc d'accroître les rivalités et les tensions entre les communautés humaines pour l'accès aux ressources naturelles toujours plus rares (eau potable, nourriture, lieu habitable, ...).

Dans tous les cas, et comme on peut déjà le constater pour les catastrophes naturelles, ce sont les pays "en développement" qui apparaissent les plus vulnérables face au changement climatique. D'un point de vue purement économique, le GIEC a estimé le coût annuel des dommages liés au changement climatique entre 1 et 2.5% du PIB mondial, mais entre 2 et 6% pour les pays "en développement". Reste que ces études sont très partielles, et doivent être considérées avec précaution.

Quels sont les moyens de remédier au problème du changement climatique ?

La faculté d'une société à gérer et à anticiper le risque climatique dépend de son niveau et de son modèle d'organisation sociale et politique et de technicité. Plus une société est ouverte, politiquement, plus elle a un accès rapide à l'information scientifique et est prête à adopter des innovations, plus les mesures d'adaptation peuvent être rapides. Le niveau moyen de formation est également considéré comme un facteur déterminant.

Isabelle Biagiotti et Sarah Montgruel.

D'après le GIEC, il faudrait dès maintenant diminuer de 50 à 70% les émissions de gaz

à effet de serre pour stabiliser les concentrations de GES à leur niveau actuel. Les mesures d'ordre technique pour diminuer la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère sont nombreuses, même si leur efficacité et leur impact réel sont discutés.

Ces mesures peuvent se diviser en deux types:

- réduction des émissions à la source : économies d'énergie, amélioration du rendement énergétique, changement du mix énergétique (en faveur des énergies moins carbonées), dématérialisation de la production, infrastructures incitant moins au déplacement, développement des énergies renouvelables (solaire, biomasse, éolien, hydraulique, géothermique par exemple), réduction des émissions dans le domaine agricole, dans le domaine de la fabrication des objets de consommation, amélioration des choix de consommation, etc.

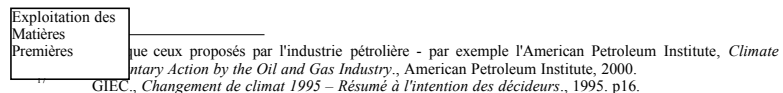
- captage des émissions dans l'atmosphère : solutions permettant de stocker les gaz à effet de serre dans le sol, les océans ou autres et solutions issues d'un changement dans l'utilisation des sols et forestière (les sols et arbres stockent du CO₂; on peut donc planter des arbres pour stocker le carbone par exemple). **Mais l'efficacité réelle de telles solutions pour stocker durablement les gaz est très contestée. De plus, leurs impacts possibles sur les écosystèmes et sur les populations locales reste problématique.**

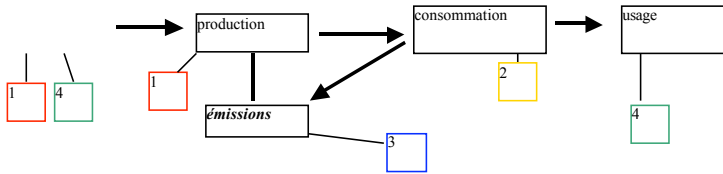
On voit que la solution la plus efficace reste de réduire nos émissions. Les politiques et mesures permettant ces réductions passent par une réorientation de la fiscalité, le recours à la réglementation, des accords volontaires¹⁶, une gestion de la demande en énergie, l'éducation, la sensibilisation, l'information, la coopération internationale, etc.

Les modèles de prévision qui s'appuient sur le seul aspect technique sont souvent très optimistes quant à la capacité de la société à réduire les émissions. Les modèles macro-économiques le sont beaucoup moins car ils prennent en compte l'accessibilité financière des réductions d'émissions. En effet, les modèles techniques surestiment les capacités d'adaptation sociale et la rapidité du changement, alors que les modèles macro-économiques sous-estiment le changement technique et n'anticipent pas les ruptures. Ainsi, il serait possible en théorie de remplacer le système énergétique rapidement, d'un point de vue purement technique, mais il reste à savoir comment et à quel prix... Les économistes du GIEC estiment tout de même qu'il est raisonnablement possible d'augmenter le rendement énergétique au niveau mondial de 10 à 30%, et jusqu'à 50 à 60% dans certains pays¹⁷.

D'autre part, bon nombre de solutions sont loin de faire l'unanimité chez les différents acteurs, et l'idée selon laquelle les pays en voie de développement devraient choisir une "autre voie de développement" reste encore en marge. Les mesures d'adaptation et les autres solutions paraissent relever généralement d'une meilleure gestion des ressources et s'apparentent à des mesures de développement durable, qui est ainsi favorisé.

Le schéma ci-dessous est un résumé succinct des moyens d'action envisagés, à différents niveaux, pour réduire les GES dans l'atmosphère :



**Légende :**

- carrés de couleur : moyens d'action pour réduire les émissions de GES

1. technologie (même production pour moins de GES)
2. efficacité énergétique (pour un même usage, moins de consommation donc moins de GES).
3. séquestration de GES (sol, végétation, océan) ou action sur l'atmosphère (particules absorbantes).
4. options comportementales (changement d'usage, de mode de consommation).

_____ : permet d'agir sur ...

Schéma 3 : schématisation des moyens d'action pour réduire les gaz à effet de serre

Parmi les différentes actions possibles, les actions envisageables au niveau individuel, qui nous intéressent particulièrement ici, paraissent limitées : l'individu n'a qu'une possibilité d'action très faible en ce qui concerne, par exemple, les évolutions technologiques ou les grands choix politiques... **Ce qui est à sa portée, ce sont en revanche des modes de comportements quotidiens qui le concernent lui et son entourage. Il peut aussi favoriser des politiques collectives par son vote ou son implication, qui peut être multiforme (associatif, pédagogique, ...). Son mode de consommation influence enfin des choix économiques et industriels plus larges.** Dans la plaquette de présentation du RAC-F, on peut ainsi lire ces incitations au changement de comportement : *"Pourtant, nous pouvons freiner le processus de réchauffement si nous agissons maintenant. Nous pouvons adopter individuellement de nouveaux comportements dans la vie de tous les jours qui, sans toucher à notre confort, préserveront notre environnement et réduiront également nos dépenses financières. De plus, nous pouvons exiger collectivement des pouvoirs publics et de l'État la mise en œuvre de mesures et d'actions allant dans le sens de la lutte contre l'effet de serre."*

Terminons en citant le GIEC : *"La mesure dans laquelle les possibilités technologiques et l'efficacité économique seront concrètement réalisées va dépendre d'initiatives visant à remédier à la pénurie d'informations et à surmonter les obstacles culturels, institutionnels, juridiques, financiers et économiques qui peuvent s'opposer à la diffusion des techniques et à l'évolution de nos comportements". "Le problème n'est pas de définir aujourd'hui la meilleure politique pour les 100 ans à venir, mais de choisir une stratégie avisée et de l'adapter ultérieurement à la lumière des progrès des connaissances."*¹⁸. Voilà présentés, en quelques mots, les enjeux qui se présentent à la société et qui s'imposent à l'individu, à travers le changement climatique.

¹⁸ GIEC, *Changement de climat 1995 – Résumé à l'intention des décideurs*, 1995, p11.

3. Comment la société réagit-elle face à ce risque ? (Réagit-elle à la mesure du risque ?)

Après un bref état des lieux sur les décisions internationales visant à lutter contre le changement climatique, nous analyserons les différents aspects de cette "lutte" en France.

La communauté internationale a décidé de se mobiliser pour le climat au moment du sommet de la Terre à Rio en 1992 en élaborant la "Convention cadre sur les changements climatiques". C'est cette convention qui a directement conduit à l'élaboration du Protocole de Kyoto. Pour que ce Protocole entre en vigueur, il est nécessaire qu'au moins 55 pays de l'Annexe I (les pays industrialisés), représentant au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre en 1990, le ratifient. L'espoir était qu'à l'occasion du Sommet de Johannesburg, fin août 2002, le Protocole serait ratifié. Mais à la veille de ce sommet, il manque encore la ratification de quelques grands "acteurs" (notamment les Etats-Unis, le Canada, et la Russie). Toutefois, il y a de grandes chances pour que le Protocole de Kyoto soit prochainement mis en œuvre, ce qui conduirait à une réduction globale de 5% des émissions de gaz à effet de serre vers 2010, par rapport aux émissions de 1990. Compte tenu des difficultés qui existent à rassembler la communauté internationale autour d'un plan commun contraignant, le Protocole de Kyoto, s'il est mis en œuvre, sera un progrès notable. Mais les scénarios proposés par le GIEC montrent que cette diminution sera insuffisante pour remédier réellement au problème. Comme l'avenir des objectifs du Protocole durant le XXI^e siècle est encore à construire, l'espoir de mesures plus efficaces est cependant encore possible...

La ratification du Protocole de Kyoto ayant été entérinée par la France, celle-ci s'est donc engagée à stabiliser ses émissions au niveau de 1990, à l'horizon 200-2012. Loin de cette échéance, elle n'a pour le moment fait que regrouper un ensemble de mesures dans un rapport nommé "Programme National de Lutte Contre le Changement Climatique" (PNLCC). En effet, la France, qui a signé la Convention sur le Climat, se doit de produire chaque année une "Communication Nationale à la Convention cadre sur les Changements Climatiques". Dans cette communication, la France explique les mesures qu'elle compte prendre pour remplir ses engagements (stabilisation des émissions) et s'inspire principalement du PNLCC. Que prévoit ce plan ? Essentiellement une relance de la politique de maîtrise de l'énergie (augmentation du budget de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), une écotaxe (dans le cadre de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes), un relèvement de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers, et d'autres mesures moins significatives. Malgré ces bonnes intentions affichées, il apparaît que rien n'est prévu pour permettre aux citoyens de s'approprier les problématiques du changement climatique, auxquelles ils seront pourtant tôt ou tard confrontés. Le PNLCC n'est pour le moment qu'une série de mesures plus envisageables que réellement envisagées, et dont les principales ont été récemment exclues, purement et simplement, par les politiques (écotaxe). La France parviendra probablement à remplir ses engagements, qui ne sont pour le moment que peu contraignants... Tout en sachant pertinemment qu'ils sont insuffisants.

On peut en effet penser que les dirigeants français sont suffisamment informés pour savoir que

le Protocole de Kyoto ne permettra pas aujourd'hui de remédier au problème du changement climatique ; mais dans le contexte international actuel, on imagine mal qu'il puisse proposer – ou même seulement envisager – des solutions nationales dépassant les objectifs de Kyoto. Ainsi ne se donne-t-on pas la peine d'informer les citoyens français sur les moyens qu'ils peuvent avoir d'agir au niveau individuel ou collectif. **Les axes de la recherche, de la même façon, ne sont pas orientés dans une voie de recherche approfondie de solutions technologiques permettant de limiter les effets de notre mode de production-consommation.** Les moyens alloués à la Mission Interministérielle de l'Effet de Serre (MIES), organe du Premier Ministre exclusivement consacré au changement climatique, sont des plus médiocres. Enfin et surtout, la volonté citoyenne de réagir au problème est quasi inexistante.

On voit ainsi que la société française ne semble pas être engagée sur le chemin qui conduira à remédier efficacement au problème du changement climatique.

Dans cette partie, nous avons tenté de montrer que le changement climatique est un problème de différentes natures : scientifique, technique, mais aussi sociologique, politique et économique. Pour la suite de ce mémoire, il est important d'avoir pris conscience des origines anthropiques du phénomène, des inégalités qu'il engendre mais aussi des inégalités qui l'ont engendré. On gardera également en mémoire les prévisions scientifiques sur ses conséquences, et les solutions qui s'offrent à nous pour résoudre ce problème et ce qui se fait dans ce sens aujourd'hui dans le monde et en France. On retiendra en particulier que les individus, tout comme la société en général, n'ont clairement pas adaptés leurs comportements aux risques annoncés suite au changement climatique.

Suite à ces constatations, qui nous permettent de mieux prendre conscience de la nature de la menace du changement climatique et de l'insuffisance des réactions sociales observées aujourd'hui pour y remédier, nous allons préciser maintenant les termes de notre questionnement et exposer la démarche utilisée pour y répondre.

Partie II : Question posée, méthode et problématique

“ *Aujourd'hui, on est en train de s'entre-déchirer pour diminuer de 5% globalement (les émissions de GES) en 2010, en sachant pertinemment que c'est insuffisant, et en essayant d'alléger cet effort minimal par des mécanismes de flexibilité.*

Olivier Deleuze¹⁹.

Cette seconde partie sera consacrée à exposer l'évolution de ma démarche, en particulier dans sa genèse, sous une forme plus chronologique qu'analytique. Ces explications, si elles paraissent se situer en périphérie de ma recherche, m'ont cependant semblé importantes, tant pour montrer la *logique* de ma démarche que dans une volonté de clarté et de transparence indispensable à une recherche dans le domaine des sciences humaines.

Précisions quant à la méthode scientifique choisie

Depuis 10 ans, le changement climatique a fait couler beaucoup d'encre et engendré nombre de travaux de recherche et de publications. Dans le cadre de ce mémoire de recherche, j'ai souhaité étudier essentiellement un *phénomène social* lié au changement climatique, dans le but de le comprendre et de faire apparaître les paramètres qui le régissent. Ma démarche première a donc été guidée par un questionnement sur le comportement des différents acteurs de la société vis à vis du réchauffement climatique et sur les actions (ou inactions) qui en découlent.

J'ai tenté dans cette démarche de faire preuve de simplicité, en essayant de ne pas insister sur le caractère urgent et fondamental de la prise en compte du réchauffement climatique par nos sociétés, bien que tout mon questionnement se base sur cette urgence à l'action. Consciente de la nécessité d'un réel effort de *neutralité axiologique*, j'ai donc pris mes distances vis à vis de ce rapport personnel au phénomène climatique, tant dans le cadre de cette recherche que lors de mes entretiens. J'ai tenté au mieux de me défaire de mes présupposés sur ce sujet, et de casser les hypothèses qui furent initialement les miennes, dans le but de mieux les reconstruire.

J'ai tout d'abord élaboré un schéma de la démarche scientifique que j'ai suivie par la suite²⁰. La première étape a consisté à définir et formuler mon interrogation initiale et à la rendre intelligible. Les lectures d'ouvrages de recherche et de documents et l'élaboration des entretiens exploratoires ont constitué la deuxième étape. Ces deux étapes m'ont permis de construire la troisième qui a eu pour objectif de formuler et d'affiner la problématique de ma recherche. À partir des hypothèses issues de la problématique, entretiens exploratoires et lectures à l'appui, j'ai pu choisir une voie d'analyse pertinente de mes données (quatrième étape). Enfin, j'ai procédé aux observations (entretiens, situations vécues, documents) puis à l'analyse des informations (cinquième étape).

La dernière étape a consisté à développer mes approches, à donner des éléments de réponse à ma question de départ et à critiquer ma démarche pour mieux orienter les perspectives

¹⁹ *Courrier de la planète/Global Chance*, Les politiques dans la tourmente, n°61, 2001, p26.

²⁰ Je me suis largement inspiré pour cela du précieux “ Manuel de recherches en sciences sociales ” de R.Quivy, Dunod, 1995.

de futures recherches.

II.1. Formulation de la question initiale

Mon questionnaire initial se formulait en ces termes : *dans le cadre du réchauffement climatique, quel rôle les ONG ont-elles à travers leurs relations avec le monde de la presse et celui de la recherche ?* Ce qui m'intéressait alors, c'était de connaître le rôle des différents acteurs dans ce cadre environnemental particulier, surtout des trois acteurs fondamentaux que sont les ONG, les médias et les chercheurs, et de comprendre la manière par laquelle ils interagissaient en fonction de leurs contraintes.

Après m'être davantage familiarisée avec les enjeux du changement climatique et après avoir rencontré différents types d'acteurs, j'ai modifié mon questionnaire pour parvenir à une interrogation, plus englobante sans doute et plus centrée sur le niveau individuel, mais qui m'a paru plus pertinente, et sur laquelle j'ai appuyé ma recherche :

Quelles sont les causes qui font que la société ne prend pas en compte le changement climatique à la mesure des conséquences annoncées ?

Pour lever toute ambiguïté sur la formulation, tentons d'explicitier terme à terme cette question centrale, de la manière la plus précise possible :

- *prendre en compte à la mesure de* est utilisé ici dans le sens d'"agir de manière appropriée, se soucier du problème de manière à ce que le phénomène qui pose problème disparaisse ou s'amenuise au point de ne plus constituer un problème" (sur les solutions et les actions concernant l'effet de serre, cf. partie I).
- En évoquant *la société*, la seule démarche réaliste possible était de se limiter à la société française, bien que diverses analyses s'appliquent à d'autres pays ou systèmes sociaux.
- *le changement climatique* évoque le changement du climat **dû aux actions anthropiques**.
- *les conséquences annoncées* : ce sont les conséquences annoncées par le GIEC, référence internationale en la matière (cf. partie I)

Dans un premier temps, peut-on réellement dire aujourd'hui que " la société ne réagit pas face au risque climatique " ? Certes, on peut dire que la société prend progressivement conscience de l'ampleur des enjeux du changement climatique. Mais de la prise de conscience à la réaction, la marge est vaste. On peut ainsi réellement affirmer, à la lumière de la première partie, que la société *ne réagit pas* à ce jour *pour annuler le risque de changement climatique* dans la mesure où *aucune des actions imaginées, aucun des accords conclus, aucun des plans et réponses esquissés n'a pour objectif de résoudre réellement le problème.*

Les réponses face au risque climatique constituent même davantage une non-réaction: les analyses partent ainsi toujours des contraintes (qu'elles soient réelles ou supposées, donc construites) de la société, et élaborent des actions sur cette seule base. La démarche est inductive, et non pas déductive (démarche qui partirait du problème et tirerait les conséquences des actions à formuler au niveau sociétal pour le résoudre). L'objectif semble donc être actuellement au niveau sociétal de définir une réaction en négatif par rapport aux contraintes, sans tenir compte de leur

efficacité réelle sur le problème climatique, d'où le terme de " non-réaction ". Renvoyons de nouveau à la partie I de ce mémoire, où l'on trouvera plus de précisions sur cet aspect de la question.

II.2. Les entretiens et les objets d'analyse

Les premiers entretiens effectués, à vocation "exploratoire", m'ont permis d'appréhender de nouveaux aspects du changement climatique à prendre en compte et de nouvelles manières d'aborder le problème, tout comme ils m'ont permis d'élargir ou de rectifier le champ d'investigation de mes lectures. Les entretiens suivants, mieux orientés et plus précis, m'ont alors permis de développer mon analyse.

À ce niveau de ma recherche, ma démarche s'inscrivait entre deux voies possibles : d'un côté, une analyse ethnologique, et de l'autre une analyse sociologique du phénomène à étudier.

Réunir un certain nombre d'entretiens semi-directifs, approfondir une question aux dimensions parfois philosophiques, parfois psychologiques ou "culturelles " me paraissait correspondre à une nécessaire approche anthropologique de la question. Je me suis néanmoins demandé si je n'étais pas tenu de faire davantage de statistiques à l'appui de mes entretiens. J'ai finalement décidé de restreindre mon ambition à une analyse axée sur les modes de pensée et de comportement qui concernaient ma question. Le recours aux statistiques, dans le cadre d'une recherche plus longue, permettrait ainsi de prolonger utilement cette analyse.

Voici quelques précisions sur les choix qui ont présidé aux entretiens effectués dans le cadre de ce mémoire :

-1. Qui ?

J'ai choisi de ne pas faire un panel d'entretiens de personnes " représentatives ", mais d'effectuer des entretiens avec des personnes qui pouvaient être :

- spécialisés en climatologie
- travaillant au sein du gouvernement sur le sujet
- travaillant au sein d'industries émettrices de gaz à effet de serre
- ayant une bonne connaissance de la sociologie de l'environnement (pour connaître leur vision et leurs hypothèses sur le changement climatique : chercheur en sciences sociales).
- du "public" (différentes personnes de la population française).
- travaillant au sein d'ONG s'occupant du sujet.
- "habilités" ou habituées à couvrir ce sujet dans les médias.
-

- 2. Comment ?:

Essentiellement par des *entretiens semi-directifs* enregistrés.

L'autre partie de ce que j'ai analysé m'a été fournie par mon immersion participative au sein du Réseau-Action-Climat France et par une recherche d'un minimum de données

statistiques :

- travail de veille (dépêches d'agence de presse, articles de journaux et de magazines),
- travail d'étude (rapports et études de différents organismes, chiffres et données officiels)
- travail participatif (comportements observés chez différents acteurs grâce à la participation à des conférences, des rencontres ou des réunions (conférence AXA sur la consommation et le changement climatique, réunion du Comité Français pour le Sommet sur le développement Durable, conférence de presse du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, réunions associatives, etc.)
- analyses d'archives de télévision et de radio (INA)
- analyses d'enquêtes publiques sur l'effet de serre.

II.3. Les concepts

Au cours de ce qui va suivre, je mettrai à jour ou j'utiliserai quelques concepts créés à l'occasion de ce mémoire :

- le concept de **complexion** traduit la culpabilité que peuvent avoir les gens à ne pas agir, à ne pas accorder leur comportement avec leurs valeurs (ici, avoir pour valeur la préservation de la planète pour ses congénères et pour les générations futures mais polluer). Le concept de complexion dépasse la simple culpabilité en y ajoutant un certain fatalisme, qui justifie la façon d'agir. Ou inversement. On le retrouve dans cette phrase issue d'un entretien : "*Chaque fois que tu fais quelque chose, tu pollues de toute façon.*" Ce concept explique que les gens qui voudraient réagir ferment finalement les yeux car leur comportement ne leur permet, et plutôt que de revoir leur comportement, ils oublient leurs valeurs (ou les causes qui nuisent à leurs valeurs). En bref, avec le concept de la complexion: je culpabilise de ne pas agir, mais je préfère mon confort, mes habitudes. Pour ne pas culpabiliser, je préfère ne pas savoir, ne pas m'inquiéter. J'y ajoute un certain fatalisme.

- le **concept du sprinter** évoque un passage de l'action collective. Pour l'effet de serre, il s'explique simplement avec l'image qu'on peut avoir de sprinters prêts à se lancer dans une course. Nul ne partira si les autres ne partent pas (ils attendent que le coup de sifflet certifie la valeur du moment de départ). Agir contre l'effet de serre, d'accord mais pas tout seul. Et attendons que la menace soit avérée ! (Ce concept rejoint le "non principe de précaution" .)

II.4. La problématique.

On cherchera ici à faire émerger une perspective théorique permettant de traiter la question. Nous aurions pu, par exemple, utiliser une approche qui s'appuie sur le fait que l'absence de prise en compte de l'effet de serre résulte des rapports de force entre les différents acteurs animés par des stratégies différentes. Avant d'aborder la partie III, il peut être utile de citer les différentes pistes qui viennent à l'esprit quand on tente de comprendre pourquoi la société ne prend pas suffisamment en compte les changements climatiques. Par exemple, la communication scientifique vers le public est mauvaise; les médias la relaient mal; la

sensibilisation par les ONG n'est pas assez efficaces; les habitudes sont trop encrées; la conscience environnementale globale est faible; le phénomène est invisible et donc imperceptible; les gens attendent des politiques publiques qu'elles agissent pour eux; la recherche ne s'implique pas assez; l'intérêt économique prime; la nature est représentée comme une force indépendante de la volonté des hommes, apte à s'équilibrer seule; ... On voit que nombre d'idées viennent directement à l'esprit. Mais quelles sont les plus pertinentes pour répondre à la question posée ? Et quel est le lien qui les unit ?

Avant d'aborder toute analyse, remarquons qu'il existe différents prismes de compréhension d'un phénomène donné. Quatre de ces "prismes" ont particulièrement retenu mon attention :

- le schème dialectique : la réalité est traversée de contradictions qui demandent à être dépassées et en devenir
- le schème actanciel : la réalité est le résultat du comportement des acteurs impliqués
- le schème herméneutique : la réalité est l'expression d'un sens qu'il faut mettre à jour
- le schème de causalité structurelle : le phénomène est sous la dépendance d'un autre qui lui est fondamental.

J'ai choisi particulièrement de travailler la question initiale à l'aide du schème dialectique (la réalité est traversée de contradictions qui demandent à être dépassées et en devenir) car je trouvais plus approprié et, à la lumière de mon expérience dans le domaine du changement climatique, plus judicieux. J'ai considéré que la *réalité* était ici la passivité de la société face aux changements climatiques. Les contradictions sont alors la préoccupation des acteurs vis à vis du problème²¹ et leur volonté d'agir qui s'opposent à l'inaction (ou l'inertie) individuelles ou collectives. Pour pouvoir agir efficacement dans le sens d'une limitation du phénomène climatique, ces contradictions demandent à être dépassées. Et aujourd'hui on assiste à une évolution en devenir des conflits et des contradictions qui entourent cet enjeu.

Conclusion

Après avoir constaté, dans la première partie de ce mémoire, le manque de prise en compte du problème de l'effet de serre, nous avons donc posé et explicité la question centrale de ce mémoire. Nous avons exposé certains concepts susceptibles d'appuyer notre analyse et nous avons évalué différentes possibilités qui s'offraient à nous pour répondre à la question posée. La "grille de lecture" au moyen de laquelle nous allons étudier le problème étant maintenant mieux définie, nous nous attacherons dans la partie suivante à cerner les contradictions et les représentations d'acteurs entourant le problème, tout en essayant de les classer et de les relier entre elles.

²¹ Un sondage de l'IFEN datant de juillet 2002 montre que la pollution atmosphérique est le problème environnemental le plus préoccupant pour les Français.

Partie III : Analyse

“ *D'une part, [...] la science n'apporte pas ou peu de réponses sur ce qu'il convient de faire pour prévenir les dommages les plus importants [liés au changement climatique]. D'autre part, [...] la qualité des réponses dépend avant tout de l'information, de la mobilisation et des préférences d'une société donnée. Dans ce domaine précis, peu d'études ont été menées.* ”

Isabelle Biagiotti et Sarah Mongruel²²

Cette partie est subdivisée en autant de sous parties qu'il est apparu judicieux de classer les principaux arguments permettant d'expliquer le manque de réaction sociale face au phénomène étudié. Les résultats se situent essentiellement dans la sphère des choix individuels, mais dépassent aussi ce cadre en explorant les choix technologiques des industries ou les choix politiques des médias ou du gouvernement sur le sujet de l'effet de serre.

Ayant choisi ici de ne pas faire une analyse des attitudes individuelles selon le niveau social ou l'âge, je ne citerai les particularités des personnes prises en entretien que lorsque le renseignement sera indispensable à la compréhension ou simplement à l'identification de la personne interrogée.

III.1.Des arguments liés à des convictions philosophiques

Dans les différents entretiens réalisés, le danger lié aux changements climatiques apparaît très mal cerné par la grande majorité des interlocuteurs. Nous avons vu, dans la partie I, les conséquences attendues selon les différents types de scénarios envisagés (cf. sous-partie I-2). Il apparaît à travers les entretiens et les autres supports analysés que la vision du danger est liée à deux paramètres principaux, analysés ci-dessous : la transmission du savoir scientifique et la notion du bien et du mal. Illustrons d'abord ce dernier paramètre par des exemples.

Dans cette ambiguïté de perception du bien et du mal liée au changement climatique, il y a tout d'abord ceux qui voient le danger mais ne le considèrent pas comme nuisible. Certains, en effet, ne trouvent pas que la modification du climat par l'homme soit un mal. Comme nous l'avons évoqué dans notre mémoire bibliographique (cf. Annexe III), l'éthique voudrait pourtant que la destruction de la Terre, qui ne nous appartient pas, soit considérée comme un mal. Tout le monde n'a cependant pas cette vision. Ainsi un scientifique spécialiste en climatologie affirme-t-il : “ *Je considère que l'homme veut survivre, que c'est un animal sociable ; il faut que le cadre dans lequel il se perpétue soit convenable* ”. Il définit alors clairement sa définition du mal : “ *ce qui nuit à la perpétuation de l'espèce est mal* ”. A partir de cette vision, on comprend que le fait de lutter contre le changement climatique peut être considéré comme mal, dans la mesure où ce phénomène est supposé nuire au développement (essentiellement économique) de l'espèce humaine.

Ce scientifique a bien insisté sur le fait qu'il fallait de toute façon fonder des critères moraux pour savoir si oui ou non le réchauffement climatique est un mal et si oui ou non il faut

²² *Les politiques dans la tourmente*, Courrier de la planète/Global Chance, 2001, p56.

lutter contre. Certains, donc, en considérant comme mal ce qui nuit au développement de l'espèce humaine, peuvent percevoir le changement climatique comme un bien, en dépit des dangers qu'il représente (cf. Partie I). Ce scientifique poursuit ainsi, à propos du changement climatique : “ *[...] je ne trouve pas que ce soit une catastrophe. [...] On ne voit que le côté négatif des choses. Ça peut être positif de surmonter des difficultés* ”²³. *Quand on regarde les civilisations passées (par exemple la civilisation romaine), on se rend compte que leur climax est lié au fait d'avoir surmonté un certain nombre de difficultés. Je ne pense pas que ce soit bon pour les sociétés de s'endormir, pour le développement de l'espèce* ”.

Ces passages extraits d'un entretien mettent en lumière que les conséquences du changement climatique ne sont pas forcément perçues comme négatives (même si elles peuvent nuire à des individus particuliers). Le changement climatique n'est perçu que comme un défi à la mesure de l'Homme, un phénomène dont celui-ci pourrait finalement être en mesure de profiter pour son propre développement. Ce raisonnement justifie l'absence de volonté de limiter le réchauffement. Argument valable ou non (nous le critiquerons par la suite), c'est un positionnement **philosophique** qui engendre des oppositions et des débats favorisant le doute et, partant, l'inaction.

Voici un exemple, tiré d'un autre entretien, avec un homme dans la cinquantaine : “ *L'Homme détruit d'une certaine façon la planète, mais s'il le fait, c'est aussi pour améliorer son quotidien immédiat. Donc en vertu de quoi va-t-on décider qu'il faut sauvegarder certaines choses, en faisant en sorte qu'il y ait des gens qui vivent moins bien aujourd'hui, pour que d'autres vivent mieux demain ?* ”. Cet argument (encore discutable) joue toujours sur la morale : comment juger que ce qui est bien, c'est qu'on vive mieux demain et non pas aujourd'hui?

Parmi les arguments philosophiques pour justifier de l'inaction, le destin intervient souvent dans le débat, que ce soit avec optimisme ou pessimisme. Une jeune femme de 26 ans explique ainsi : “ *L'homme a toujours réussi à s'adapter, par exemple au Moyen-Age, lors de la période glaciaire* ”. Si l'on ne fait rien, tout s'arrangera... Ceci nous permet d'introduire un autre positionnement philosophique : **la confiance en l'avenir et en l'homme**. Le voici de nouveau dans les propos d'une autre personne : “ *Je ne suis pas pessimiste. Il y a quand même des gens qui sont responsables : les politiciens, les acteurs industriels, ... Même s'il faut qu'ils soient poussés par des moyens de pression. D'une manière générale, les gens se sentent responsables et font un peu attention à ce qu'ils font* ”.

Côté pessimisme, c'est davantage la misanthropie ou l'indifférence qui est visible : “ *Si l'homme disparaît, vous savez, je m'en fiche totalement!* ”... **L'attitude fataliste** peut aussi se décliner suivant d'autres perceptions du monde et du destin, comme l'illustre cet exemple issu d'un entretien avec un homme d'une soixantaine d'années : “ *Je n'agis pas, parce que [...] je suis philosophiquement très fataliste. Je considère que nous, l'humanité, nous sommes au niveau de l'univers un épiphénomène. Dérisoire.* ” Puis : “ *Je pense que l'Homme ne détruit pas la planète, l'Homme détruit une certaine idée de la planète. De toute façon, on fait partie de l'évolution, et l'Homme fait partie de l'évolution. C'est pour ça que je n'agis pas, fondamentalement* ”.

Une autre vision proche consiste à trouver **naturel** une variation climatique, qu'elle soit

²³ Dans les citations, c'est nous qui soulignons.

induite par l'homme ou non. Et puisque "c'est la nature qui le veut", il n'y a pas lieu de lutter contre. Pour un ingénieur chimiste, "il y en a toujours eu, des grandes variations climatiques, dans l'histoire de la Terre!". Et les hommes à l'époque n'agissaient pas, ce qui peut justifier toute inaction actuelle... Pour un paléoclimatologue, "quand je regarde dans le passé de la Terre, il y a eu une vingtaine de chocs glaciaires depuis 2 millions d'années. Cela a fait des dégâts dans la faune et la flore". Il sous-entend ainsi que si aujourd'hui des dégâts sont causés à la nature à cause des changements climatiques, qu'ils soient induits ou non par l'homme, ce n'est pas désastreux : cela s'est déjà produit et la Terre est toujours là.

Ces attitudes sont autant d'exemples qui tentent d'expliquer l'inaction individuelle face aux changements climatiques, même si les raisons avancées pour justifier cette inaction ne sont souvent pas les véritables raisons. Ainsi, souvent, les mêmes personnes qui justifient philosophiquement leur inaction se déclarent prêtes à agir sous certaines conditions matérielles ou sociales (cf. ci-dessous, sur la consommation et sur le comportement individuel), si bien qu'on est en droit de penser que le positionnement philosophique n'est pas si fondamental dans l'explication de leur inaction. Nous percevons ici le caractère contradictoire de certaines des réflexions développées pour justifier d'une inaction individuelle (cf. *schème dialectique*, voir II.d).

III.2. Un phénomène ambigu

III.2.a La vertu du doute scientifique ou la responsabilité de la Science

Chacun n'est pas en mesure de classer le changement climatique comme un "mal" ou comme un "bien", et nombreux sont ceux qui le perçoivent négativement comme une hypothétique future contrainte *ad hoc*, plutôt que comme un risque actuel. En réponse à cette perception s'est forgée une attitude qui consiste à exiger la certitude du danger, le plus précis possible, avant d'évoquer la possibilité d'agir. Cette attitude, qui nie et "renverse", en quelque sorte, le principe de précaution, peut se rapprocher du problème inhérent au **discours scientifique**, développé ci-dessous : les politiques et la population ne veulent pas engager d'actions contraignantes et coûteuses avant que le problème ne soit une certitude scientifique, mais la science dans ses conclusions se trouve limitée face à la complexité du phénomène.

Comme le confiait un journaliste, en entretien, "le changement climatique, ça reste une théorie scientifique. On n'en est pas sûr." Ce qui justifie la "décision" ou la "non-décision" d'attendre d'être sûr avant de vouloir s'en préoccuper.

Une autre attitude proche peut justifier de l'inaction. Lors d'un autre entretien, une personne affirma : "Je ne suis pas sûr qu'une action, qu'on pense bonne aujourd'hui, soit considérée comme bonne dans 100 ou 50 ans. Il y a tellement de choses qu'on ignore et qu'on ne connaît pas. Les décisions qu'on peut prendre aujourd'hui ne seront pas forcément considérées bonnes dans 50 ans." L'incertitude n'est donc pas seulement limitée aux conséquences du changement climatique : elle porte aussi sur les actions que peuvent élaborer les hommes en réponse à l'évolution du climat. Pourquoi dès lors agir, si les efforts consentis, comme par

"rétroaction positive", se révèlent plus néfastes que l'inaction ?

III.2.b. Un problème inhérent à la nature du phénomène ?

La menace du changement climatique est lointaine, vague et indirecte. Il est intéressant de voir, lors des inondations du mois d'août 2002 dans l'Est de l'Europe, le nombre important de journalistes qui ont saisi l'occasion de ces catastrophes pour accuser le changement climatique. Or l'absence de certitude scientifique ne permet pas de classer objectivement ces événements comme des conséquences du changement climatique. Le seul lien possible que la science permette d'effectuer, c'est une étude scientifique, statistique, sur la fréquence des événements extrêmes en fonction du temps. Et même si une telle étude montre que la fréquence a en effet augmenté ces dernières décennies, rien ne permet d'affirmer que ces inondations n'auraient pas eu lieu s'il n'y avait pas eu de changement climatique... Les gens, comme les médias, s'accrochent mal de ces incertitudes, de ces absences de corrélation fiable entre des événements et des théories. Et devant ces incertitudes, quand le risque n'est pas davantage perceptible, on préfère ne pas réagir aux recommandations scientifiques²⁴.

Selon un scientifique : "C'est pour cela que les gens ne réagissent pas tellement. Ils ne voient pas le danger. Un jour on leur dit : 1m 50, l'autre jour 80 cm [pour la montée des océans]." "Statistiquement, on ne peut rien faire avec des phénomènes uniques. Le problème du discours scientifique, c'est qu'il a toujours une nuance de doute, ça ne convainc pas." Mais il juge en même temps que ce n'est pas aux scientifiques d'agir pour convaincre les gens, ni de s'occuper à transmettre leurs informations sur le sujet : "la science n'a pas à se mêler de ces choses là. Non, c'est aux gens de réagir. La science doit rester objective, et en dehors de cela."

Cet aspect problématique de l'objectivité de la science dans les problèmes environnementaux a fait l'objet d'ouvrages approfondis²⁵ qui expliquent très bien le conflit entre ces deux démarches : l'objectivité scientifique et la prise de décision environnementale. Cette confrontation entre information scientifique et prise de décision est d'autant plus grande dans le cadre de l'effet de serre que les menaces ne nous sont pas directement accessibles, et que nous avons besoin de recourir à la statistique pour établir un lien. Comme le rappellent Jancovici et Le Treut, "Présentée sans précaution à l'opinion publique, la remise en cause d'un élément mineur peut apparaître comme une remise en cause de l'ensemble."²⁶ Ainsi, remettre en cause ne serait-ce que la hauteur exacte de la montée des océans, c'est déjà décrédibiliser toutes les autres prédictions du modèle ; la globalité du problème climatique échappe à la perception commune du danger.

De la même façon, les protagonistes de l'effet de serre sont abstraits, et le problème en lui-même se prête mal à la traditionnelle présentation manichéenne de l'information par les médias : il n'y a pas unicité de responsable²⁶ ("coupable" (industriels, politiques, individus, ...), et

²⁴ Rolf LIDSKOG, *In Science We Trust*, Acta sociologica, vol. 39, 1996.

²⁵ Philippe ROQUEPLO, *Climats sous surveillance, Limites et conditions de l'expertise scientifique*, Economica, 1995

²⁶ Voir par exemple Jancovici, Le Treut, "L'effet de serre", Dominos, 2001.

la culpabilité porte sur des valeurs ou des comportements encore trop fortement partagés dans la société pour être critiquables (on citera par exemple le mode de consommation occidental). Ces éléments expliquent en partie un défaut de mobilisation face au changement climatique.

Une des causes majeures qui ne nous poussent pas à adopter un comportement adapté pour le climat vient également de l'absence de lien immédiat dans nos esprits entre notre comportement et ses conséquences (absence de représentation du problème ou du lien comportement-conséquences). Comment en effet se représenter les conséquences du petit nuage de gaz à effet de serre provenant de l'utilisation au matin d'un aérosol (laque) pour les cheveux, ou, plus classiquement, de notre voiture ? L'aspect invisible et indirect du lien comportement/changement climatique nous éloigne de la conscience réelle de la conséquence de nos actes.

“ Lacune ” majeure du changement climatique, celui-ci est donc difficilement perceptible et incriminable. Selon une femme dans la cinquantaine, “ [les gens] sont conscients qu'il y a des changements, mais il y a des petits vieux qui vous disent : “ je me souviens il y a 40 ans, les inondations ”... C'est vrai que des cataclysmes comme cela [inondations], il y a en a assez régulièrement. Alors, est-ce que c'est lié au changement climatique, c'est vrai que nous, le grand public, on ne sait quand même pas grand chose ”. Pour un homme de cinquante ans, “comme c'est un phénomène lent, on ne se rend pas forcément compte de la gravité et surtout à quelle échéance il va y avoir un impact”. La tempête de décembre 1999 aurait pu être l'occasion de parler du sujet dans les médias, mais le lien avec le réchauffement ne pouvant pas être directement établi, les journaux télé et radio, à l'opposé des inondation d'août 2002, n'en ont pas fait mention.

Mais le fait que la science ne puisse pas se prononcer avec certitude sur l'origine anthropique d'un phénomène climatique précis, le fait qu'elle fixe des prévisions de réchauffement global avec des incertitudes de température de plusieurs degrés, est-ce suffisant pour expliquer l'absence de réaction sociale face à ce problème ?

III.3. L'accès à l'information : une démarche volontaire

“ L'information sur le changement climatique est incomplète [...] : la méconnaissance du grand public sur les causes et conséquences de ce phénomène empêche la mobilisation des citoyens ; nous, citoyens, ne faisons pas le lien entre notre mode de vie et les conséquences sur le changement climatique, d'où notre absence de responsabilisation ”

Déclaration de la conférence des citoyens sur les changements climatiques, Paris, février 2002.

Beaucoup de gens ne semblent pas en mesure d'apprécier les risques et les conséquences potentielles du changement climatique simplement parce qu'ils ne sont pas informés. C'est à la fois un problème lié aux médias et un problème de volonté personnelle et sociale d'accéder à l'information. Mais cette dernière attitude relève d'un champ beaucoup plus complexe que nous expliciterons par la suite.

Considérons d'abord l'aspect du problème lié aux médias. Un présentateur de journaux

télévisés, sur une chaîne publique, expliqua en entretien que “les gens veulent voir du spectacle à la télévision, alors on leur donne du spectacle”, conscient cependant que les gens imaginent que la télévision est une source fiable d'information. Le spectacle, c'est en premier lieu faire en sorte qu'il y ait conflit entre deux conceptions de la réalité (manichéisme), que ce soit pendant un débat télévisé sur l'effet de serre, ou d'un reportage d'information. C'est une remarque confirmée par un membre d'une ONG spécialisée sur l'effet de serre : “Si deux scientifiques disent non et sept oui, on donne la même importance à chaque camp, en en prenant un dans chaque”. Le message ne passe plus puisqu'il fait ressortir le doute et l'absence d'unanimité sur le changement climatique.

Selon un homme d'une quarantaine d'années, “[les gens] ne s'informent pas, ils croient ce qu'on leur communique”. Un autre pose le problème de la réalité passée au prisme des médias : “ [...] les gens, ils sont informés par quoi ? [...] Entre deux informations, une : là on est en train de tuer la planète, et l'autre : non c'est très exagéré, qu'est ce qu'ils vont vouloir croire ? ”. Le mode de traitement du changement climatique par les médias télévisés paraît donc clairement favoriser l'inaction.

Des remarques similaires peuvent s'appliquer également à la presse écrite. Comme le souligna un journaliste du Monde, “le changement climatique est un phénomène qu'on ne voit pas. On ne s'en préoccupe que lorsque surgit un phénomène extrême ; et un journal quotidien se préoccupe surtout des événements, même si dans le Monde, il y a des articles de fond.” Par ailleurs, “l'effet de serre, c'est un problème technique et bureaucratique qui est compliqué à expliquer et donc pour les gens à comprendre.” Cette idée rejoint ainsi les problèmes de représentation évoqués plus haut, qui constituent déjà un obstacle à la formation de l'action individuelle.

Autre conséquence de ces difficultés d'information, les gens qui vivent en France ne se sentent pas concernés par les risques climatiques globaux. Seuls les “événements” comme les catastrophes peuvent être l'objet d'une communication sur le changement climatique, et dans ce domaine prévaut dans la plupart des médias la loi cynique du “morts/km” (Dix morts à quelques kilomètres de chez soi seront un “événement” médiatique. Pour qu'une catastrophe à l'autre bout du monde soit traitée comme tel, il faut généralement qu'elle représente un nombre de morts au moins proportionnel au kilométrage qui nous sépare d'elle...). Ainsi, “Le type qui habite Paris, il s'en fiche si cela va noyer le Bangladesh. La menace n'est pas assez précise pour que les gens réagissent vraiment”...

Une remarque doit être gardée à l'esprit concernant la transmission de l'information sur le changement climatique en fonction de l'âge de celui qui la reçoit. Une femme de cinquante ans affirmait ainsi à propos du changement climatique : “Je pense que la plupart des gens sont au courant, maintenant. Les jeunes le sont trois fois plus que les gens de mon âge. Parce qu'[auparavant] il y avait moins de médias, mais aussi parce que tous ces problèmes écologiques étaient réservés davantage aux scientifiques. Il y avait très peu de gens qui étaient au courant. Les jeunes s'informent plus que les vieux sur ces sujets car c'est un sujet d'actualité plus récent.” Ceci laisse entendre que ce sont surtout “les jeunes” qui s'informent de ces sujets car ce sont des problèmes plus récents et que les plus “vieux” ont pris l'habitude de ne pas s'informer sur ces sujets qu'ils jugent davantage réservés aux scientifiques. On observe ainsi régulièrement, à travers les entretiens, la perception très nette d'un décalage entre les classes d'âge sur le changement

climatique, que ce soit pour le sentiment de culpabilité lié au comportement, la perception du risque ou les actions à menées. Une étude sociologique plus poussée reste à effectuer sur ce décalage intergénérationnel.

En ce qui concerne les médias publics, la consultation des archives de l'Institut National de l'Audiovisuel permet de mieux connaître l'information donnée au grand public sur le sujet de l'effet de serre. Pour des questions pratiques et en raison du trop grand nombre de types de diffusions papier, cette étude se restreint à la télévision et à la radio pour évaluer le degré d'information du public, entre les années 1995 et 2002.

En prenant comme descripteur de recherche l'expression "réchauffement climatique", on trouve seulement deux sujets référencés sous ce thème pour la télévision et aucun pour la radio. Le descripteur "effet de serre", renvoie 206 références pour la télévision et 57 pour la radio. Sous le terme "réchauffement" sont classées 163 émissions pour la télévision et 27 pour la radio. En combinant les termes et en associant les doublons, on obtient ainsi 261 sujets télévisés centrés sur l'effet de serre/réchauffement climatique et 58 sujets radios²⁷. À noter que le terme "changement climatique" ne donne aucun résultat.

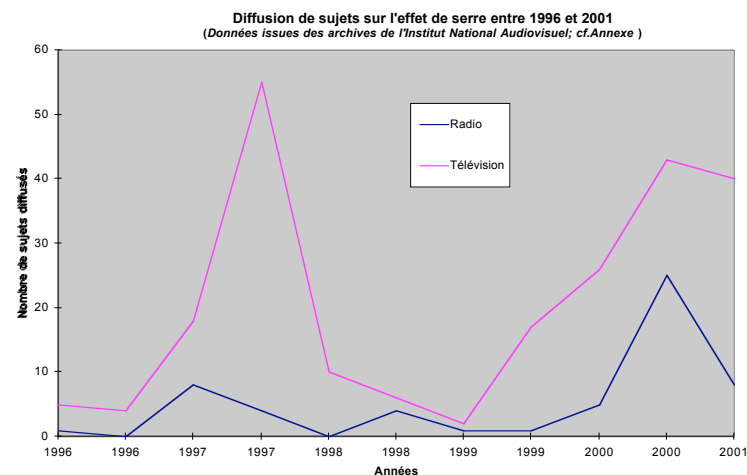
Notre but ici n'est pas de faire une étude détaillée sur les médias et l'effet de serre, mais il s'agit simplement d'estimer l'importance quantitative de l'information communiquée au grand public sur le sujet, sur les chaînes publiques, ces dernières années. Ces résultats nous montrent qu'entre le 16 octobre 1995 et le 23 juillet 2001, soit environ 69 mois, 261 sujets télévisés et 58 sujets radio ont été diffusés. En détaillant, on remarque que, sur ces sujets, 127 sont des brèves de journaux télévisés et 134 sont des émissions télévisées. Pour la radio, ce chiffre est de 24 sujets pour les infos et 34 pour les émissions. Les brèves de journaux (infos du jour) n'existent que si un événement particulier en rapport avec l'effet de serre s'est produit le jour même ou dans l'actualité proche. C'est par exemple le cas de la conférence de Kyoto (décembre 1997) totalisant 22 brèves du 20 heures sur les chaînes publiques en 12 jours.

On peut penser que ce sont davantage les émissions qui reflètent vraiment l'information donnée au public, car elles sont l'occasion d'un approfondissement et d'une sensibilisation plus forte qu'une simple mention de l'ouverture d'un sommet international. Une exception cependant, lorsque les journaux télévisés choisissent de faire venir des interlocuteurs pour approfondir certains sujets par des interviews en direct. Ce fut par exemple le cas lors de publication par le gouvernement du Plan National de Lutte contre le Changement Climatique.

Pour en revenir aux émissions : 134 émissions télévisées firent un sujet sur le changement climatique ou un thème lié (exemple : les îles sous la mer, les énergies renouvelables et l'effet de serre, ...) en 69 mois. Pour la radio, le chiffre est seulement de 34. Ce qui fait qu'il y a eu environ 2 sujets d'émissions télévisées sur les changements climatiques par mois pendant cette période, et une émission radio tous les deux mois. Bien que ces résultats concernant les émissions ne soient pas négligeables, il apparaît que ces émissions sont trop peu nombreuses compte tenu de la complexité du problème. De plus, contrairement aux journaux de 20 heures, à l'audience très large, s'informer par ces émissions constitue une démarche volontaire qui suppose que l'on a déjà en partie pris conscience des problèmes. Bien entendu, ces quelques chiffres ne préjugent pas de la

²⁷ Pour avoir une idée plus précise des résultats, consulter l'annexe II.

qualité des émissions diffusées, qui est déterminante dans la compréhension du phénomène du changement climatique...



Source : données de l'INA

Graphique 1 : visualisation du nombre de sujets diffusés sur le thème général du changement climatique par année entre 1996 et 2001.

Ce schéma permet une bonne visualisation des "pics" d'information qui correspondent à des événements particuliers (Kyoto (1997), La Haye (2000), PNLC (2000)). On observe aussi la remontée récente de l'occurrence de sujets sur l'effet de serre...

Les médias ont donc globalement de nombreuses contraintes qui ne permettent pas une transmission efficace de l'information sur le changement climatique. Outre le problème de représentation du changement climatique et celui de l'incertitude scientifique, les considérations de vente obligent à renouveler fréquemment les thèmes (par exemple les thèmes environnementaux) proposés. On se souviendra ainsi que le thème du changement climatique a eu pour quelques temps, dans les années 1980, la faveur des médias, tout comme la biodiversité dans les années 1990, alors qu'ils sont et étaient toujours autant d'actualité²⁸.

Ce traitement de l'information, avec les enjeux si particuliers liés au changement climatique, ne permet pas de montrer objectivement les problèmes, ni de réfléchir avec cohérence à

²⁸ Voir Acta Sociologica vol 39, 1996. *Local environmental conflict and the change in environmental consciousness*, P.Rowniko.

sa résolution. Comme l'affirma au cours d'un entretien Mme Jaudet, responsable communication de la MIES²⁹, "dans le journal, on lit sur la même page un article où l'on se réjouit de la signature [du protocole de Kyoto] par l'UE, et dans un autre on se lamente car on n'a pas vendu autant de voitures que l'année dernière et c'est mauvais pour l'économie. Du coup, les gens ne s'y retrouvent pas." Les médias sont un prisme qui convient donc mal au relais de l'information sur l'effet de serre. Ils sont à la fois source d'information et reflet du niveau d'information et de compréhension du public/de la société. Il importe donc maintenant de comprendre quelles sont les grandes représentations et perceptions du changement climatique dans la société.

III. 4. Les représentations sociales de l'effet de serre

Lors d'un entretien avec un homme de soixante ans, chimiste de formation, nous avons demandé :

- *Connaissez-vous les grandes causes des changements climatiques ?*
- *Oui : c'est l'ozone.*

C'est une situation que l'on rencontre fréquemment : les gens connaissent le phénomène mais en ignorent les causes. Ils n'en mesurent pas les conséquences, ils n'en connaissent pas bien les origines et ne cherchent souvent pas à en savoir davantage. Mais pourtant, ils savent souvent comment y remédier, sans pour autant traduire dans leur comportement ces connaissances (voir le concept de *complexion*). Ainsi, paradoxalement, bien que les causes soient mal identifiées, les remèdes proposés sont assez réalistes (usage de la voiture, contrôle de la consommation énergétique, ...)

Une enquête réalisée en mars 2000 et mars 2001, réitérée en juillet 2002 et intitulée "Les représentations sociales de l'effet de serre", publiée par l'ADEME et réalisée par Daniel Boy (CEVIPOV), nous paraît très éclairante. Les résultats de cette enquête montrent que les personnes interrogées (panel de 1000 personnes) classent par importance la lutte contre les changements climatiques derrière l'air, l'eau, le nucléaire, la biodiversité et les déchets. Pour les cadres, la lutte contre les changements climatiques est perçue comme beaucoup plus importante, et se situe en troisième position.

Il ressort de cette enquête que le climat fait surtout l'objet d'un manque d'information sur les causes du phénomène. La deuxième cause la plus citée est ainsi l'ozone (15%). La troisième, moins évidente, c'est la pollution qui "réchaufferait l'atmosphère à cause des émissions de gaz chauds". La première cause citée de l'effet de serre, c'est "le réchauffement" (25%) : les gens conçoivent bien que le problème est lié à un excès de chaleur, mais ils le comprennent comme une cause et non comme une conséquence. Ils confondent par ailleurs ce phénomène avec le "trou de la couche d'ozone", qui a lui une toute autre origine, même si une des conséquences de ce phénomène s'exprime également sous forme de réchauffement. Cette question était une question "libre", ce qui permet certes difficilement d'identifier la pensée réelle des personnes sollicitées, mais nous permet néanmoins d'avoir une bonne perception du manque

²⁹ MIES: Mission Interministérielle de l'Effet de Serre, organe du Premier Ministre chargé du changement climatique.

de compréhension générale du phénomène.

La question suivante n'était pas libre, mais guidée par des réponses suggérées et à classer par importance. Elle consistait à classer des activités selon qu'elles participent beaucoup, peu, assez ou pas du tout à l'effet de serre. On constate que les gens identifient parfois la source des problèmes de manière surprenante : la quatrième activité considérée comme contribuant beaucoup à l'effet de serre (derrière les activités industrielles, la destruction des forêts et les transports) est l'activité des centrales nucléaires ; ce qui montre que les campagnes de publicité d'EDF et d'Areva ne semblent pas avoir un impact notable sur la perception du public...

Même si les gens ne comprennent pas bien le mécanisme induisant l'effet de serre, plus des deux tiers des gens pensent que pour empêcher les changements climatiques, il faudra modifier de façon importante nos modes de vie. Le reste des personnes interrogées se partagent entre "la technique" et "il n'y a rien à faire". Pour réduire les émissions, les gens évoquent en premier la diminution de l'usage de la voiture, puis l'information et les actes civiques comme le tri des déchets. En troisième est évoquée la nécessité d'agir sur les entreprises et de leur imposer par exemples des limites de pollution. Selon Daniel Boy, "[les gens] pensent plus facilement aux transports qu'à leurs appareils de chauffage, car ils ne sont pas informés sur l'impact de ceux-ci."

Lors d'une conférence à la Villette avec des élèves de CM1, effectuée en avril 2002, je remarquai que, chez ces jeunes, la connaissance du sujet est très floue. Pour certains, l'effet de serre, "c'est les pingouins qui vont disparaître de la banquise" (en référence à l'iceberg Larsen qui s'est détaché de la banquise, peut-être ?). Pour d'autres, "c'est le trou de la couche d'ozone qui serait due à une météorite". Voilà à peu près tout ce que l'effet de serre évoque concrètement. Par contre, quand il s'agit de savoir comment y remédier, c'est évident, les réponses fusent : utiliser le vélo, la marche ou les transports en commun plutôt que la voiture, développer les voitures électriques, réduire la consommation individuelle d'eau et d'électricité. Et à propos d'électricité, quelles sont les sources d'énergie qui existent en France ? L'hydraulique, le solaire et l'éolien sont les réponses, ce qui met en évidence une dissociation dans les analyses sur les problèmes d'environnement (la production d'énergie électrique est mise à part).

Cet exemple, ainsi que les entretiens effectués, tendent à montrer que les gens perçoivent un certain nombre de gestes comme étant "respectueux de l'environnement", comme si ces gestes "écologiques" servaient à tous les problèmes environnementaux. Il semble donc qu'il y ait une prise de conscience indéniable du fait que c'est notre mode de consommation qui nuit à l'environnement en général. Mais cette prise de conscience ne se traduit pas (ou pas encore) de façon claire dans les comportements. C'est probablement dû, comme nous l'avons évoqué plus haut, à une vision confuse du phénomène du changement climatique en général : vision confuse de ses causes, mais aussi mauvaise perception du risque et des conséquences qu'il engendre.

III.5 Les facteurs psychologiques de l'inaction

- Si je ne vous avais jamais parlé, vous ne vous seriez jamais informée ?
- De moi-même ? Je ne sais pas. Non. Peut-être parce que j'ai plein de sujets de curiosité, qui sont peut-être plus égoïstes : la peinture, les musées, des trucs comme ça.

(Tiré d'un entretien - cf. annexe V)

Les facteurs psychologiques de l'inaction globale des individus face au phénomène climatique viennent récemment de faire l'objet d'un article très intéressant de George Marshall, paru dans *The Ecologist*³⁰. Il affirme que "la preuve la plus manifeste de notre volonté de déni réside dans notre incapacité à reconnaître que ce drame a une dimension morale, avec des coupables et des victimes identifiables". Il en ressort que nous nous efforçons de diluer notre responsabilité selon "l'effet de spectateur passif [...] qui fait qu'un crime violent peut être commis au beau milieu d'une foule sans que personne n'intervienne. Les gens attendent que quelqu'un d'autre agisse et subissent leur responsabilité dans celle du groupe. Plus les acteurs sont nombreux, moins il y aura de chance pour qu'un individu se sente capable d'agir unilatéralement."

Cette analyse complète utilement le concept de "passager clandestin", défini par la théorie des jeux, qui constitue une des explications de l'inaction individuelle et collective face à l'effet de serre. En langage économique, on peut dire qu'un individu rationnel n'agira que quand le coût de son inaction lui apparaîtra comme supérieur au coût de son action. Ce coût est bien entendu défini largement, et ne se limite pas au coût financier : il englobe également un "coût" potentiel lié à la reconnaissance par les autres de son comportement (coût social), un "coût" de sa satisfaction personnelle (coût psychologique), ... G. Marshall ajoute à cette explication "économique" un aspect moral basé sur la responsabilité de chaque individu et du groupe. L'individu ne règle pas seulement son comportement sur un critère interne (coût), mais également par rapport au comportement du groupe auquel il appartient et par rapport auquel il définit son comportement.

G. Marshall évoque également un certain nombre de *négations* de l'individu, qui font obstacle à tout passage à l'action: "Dans le cas du changement climatique, nous sommes à la fois spectateurs et acteurs, et ce conflit interne ne peut que renforcer notre désir de négation. Nous assistons donc à la négation de la conscience ("Je ne savais pas"), la négation de l'action ("Je n'ai rien fait"), celle de la capacité personnelle à intervenir ("Je ne pouvais rien faire", "personne ne faisait rien") et au rejet de la faute sur les autres ("C'étaient ceux qui avaient des grosses voitures, les Américains, les entreprises")."

L'inaction ne semble donc pas venir principalement d'un manque réel d'information. C'est plutôt dans les rapports entre l'individu, considéré comme un spectateur, et le groupe qui l'entoure, qu'il faut chercher l'origine de cette inaction. Selon G. Marshall, "les sondages révèlent un haut niveau de conscience, mais pratiquement aucun signe d'un changement de comportement.

³⁰ George Marshall, *The psychology of denial : our failure to act against climate change*, *The Ecologist*, octobre 2001 (repris dans *Courrier International* sous le titre: "Pourquoi nous ne faisons rien").

Au contraire, les indices de réactions négatives ne manquent pas, comme les appels à la baisse du prix des carburants et à davantage d'énergie. Cette absence de réaction publique s'intègre au cercle vicieux de l'autojustification du spectateur passif: "Si c'était vraiment aussi grave, sûr que quelqu'un ferait quelque chose".

Psychologiquement, l'individu face au changement climatique se comporte donc comme un spectateur passif conforté dans sa passivité par le comportement général du groupe. L'inertie dans les comportements est associée au fait que le changement climatique remet globalement en cause des modes de fonctionnement volontairement mis en place, souvent avec peine, au fil des générations (consommation de masse, maximisation du confort, ...). Les bouleversements de ces *références sociales* (voire *sociétales*) qu'impose le changement climatique fait donc progressivement naître un conflit qu'il est nécessaire, à terme, de sublimer, pour seulement imaginer pouvoir résoudre le problème initial. Après avoir évoqué les facteurs individuels qui permettent de comprendre l'inaction face au changement climatique, nous nous consacrerons plus longuement, dans la partie suivante, à comprendre les composantes de l'action - ou de l'inaction - collective qui sont en jeu face au changement climatique.

III. 6. La dynamique sociale : une réponse clé

Le changement climatique n'a que peu de similitudes avec les autres problèmes environnementaux. Il est fondamentalement différent d'un problème comme la pollution d'un ruisseau, par exemple, par la complexité des jeux d'acteurs en présence. Pour le climat, c'est donc une action collective des plus complexes qui est nécessaire. Pour tenter de l'analyser, il apparaît indispensable d'étudier les logiques d'actions globales.

III.6.a. L'individu face au collectif

Un individu a tout intérêt à ne pas participer à une action collective car si elle réussit, il en a quand même le bénéfice et si elle échoue, il se sera épargné la peine de s'en être occupé pour rien.

Raymond Boudon³¹

Les gens sont d'accord pour la collectivité résolve le problème, mais sans vouloir s'impliquer personnellement dans cette décision. Un homme expliquait en entretien : " tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut faire quelque chose (pour remédier au problème de l'effet de serre), mais personne n'est d'accord pour le payer ". " Ce qu[e les gens] veulent, c'est acheter une voiture plus puissante, pouvoir consommer leur essence à la campagne... ". L'intérêt personnel reste dans la majorité des cas la préoccupation première de l'individu.

Or, un individu n'a aucun intérêt (matériel tout au moins) à agir pour remédier aux changements climatiques car selon le principe de l'action collective, soit le groupe agit dans son ensemble, et même si l'individu n'a pas participé, il en partage les fruits sans avoir pris de risque, soit le groupe ne le fait pas et l'action individuelle de la personne, qui n'a pas eu lieu, ne se

³¹ Raymond Boudon in "Sociologie: définitions, champs, concepts", ASH étudiants.

retrouve pas inutile et coûteuse. Or, quelques actions individuelles ne suffisent pas et ne servent même, d'un point de vue global, presque à rien. Toutefois, agir par un nombre croissant d'actions individuelles permet de créer une dynamique sociale (qui peut alors se traduire par une politique nationale ou internationale globale), ce qui se révèle de plus en plus efficace et constitue ainsi la meilleure forme de résolution du problème.

Tel que le décrivent M.Crozier et E.Friedberg³², “l'individu cherche à recevoir de l'organisation une contribution au moins équivalente à celle qu'il apporte”. Rapide illustration par une femme interrogée : “Tu vois les lessives par exemple, les machins sans phosphates. Pourquoi il y a 50 marques qui polluent et une ou deux qui ne polluent pas et qui sont plus cher ? Si tu les achètes, au bout d'un moment, tu as l'impression d'être tout seul et tu crois que ça ne sert à rien. Alors tu arrêtes”. C'est le **concept du sprinter**, qui, rappelons-le, traduit le fait qu'une action individuelle attend le feu vert de l'action collective. L'individu a besoin de ne pas se sentir le seul à se sacrifier pour une cause commune. Comme ces Californiens qui s'opposent au plan *Zéro pollution* de la Californie, prétextant qu'il n'y a pas de raison pour que les Californiens soient seuls à sauver un climat dont tout le monde dispose³³.

Par ailleurs, “l'acteur social cherche à conserver et à augmenter sa marge de liberté sans qu'il y ait nécessairement équivalence dans une perspective temporelle”³⁴. Ce que nous apprend la sociologie, c'est que l'individu cherche par tous les moyens à augmenter sa liberté. Mais cette liberté n'est pas envisagée de manière temporelle. Une liberté gagnée sur le court terme est plus précieuse qu'une liberté gagnée sur le long terme. Dans le cas du climat, c'est le choix de la contrainte devant celui des perspectives du risque encouru. Et avec le changement climatique, il imagine que son action ne sera pas rentable pour lui, à court terme.

Une femme : “Je voulais acheter une voiture GPL. C'est vrai qu'il n'y avait pas le modèle que je voulais et du coup je me suis rabattue sur une essence. Il y aurait du GPL dans toutes les catégories, je pense que les gens en achèteraient plus, et puis, il n'y a pas des pompes partout...”. Histoire sans fin : pour qu'il y ait plus de pompes, il faut que plus de gens achètent du GPL, et pour que plus de gens achètent du GPL, il faut qu'il y ait plus de pompes, sinon leur liberté est diminuée par la contrainte qu'il peut y avoir à trouver des pompes pour se fournir en carburant. Ceci illustre qu'il n'est pas particulièrement aisé de prendre individuellement les risques d'une action si elle peut se faire collectivement, fût-ce à plus (ou à très) long terme. Cependant, un problème tel que celui du changement climatique intègre des impératifs temporels qui s'accommodent mal des actions à long terme...

Compte tenu de la menace que représentent à terme les changements climatiques pour les sociétés, on peut penser que, puisque la majorité des gens ont intérêt à stopper ces changements climatiques, la réaction devrait venir d'elle-même. Pourtant, ce n'est pas ce qui a lieu, les réactions actuelles restant, sinon inexistantes, du moins des plus frileuses et loin d'une résolution du problème. Cela peut s'expliquer par le fait que, comme le démontre Olson, “la communauté d'intérêt ne suffit pas à provoquer l'action commune permettant de promouvoir l'intérêt de

³² Michel Crozier, Ehrhard Friedberg, “L'acteur et le système”, Édition du Seuil, 1977, p 30.

³³ Cf. dépêche Reuters, juin 2002

³⁴ Michel Crozier, Ehrhard Friedberg, “L'acteur et le système”, Édition du Seuil, 1977, p 47.

tous”³⁵. “L'attrait qu'une action collective peut avoir se mesure au taux des biens individuels qu'elle peut fournir.” Or les changements climatiques n'apportent un intérêt matériel immédiat qu'à un nombre très restreint d'acteurs (les *menaces* et les *risques* étant, de plus, encore hypothétiques et entachés d'incertitude).

Par la remise en cause systémique qu'elle nécessite, la prise en compte du climat implique une redistribution des pouvoirs. Certains y perdront donc en influence et donc en liberté³⁶ (acteurs des lobbies industriels notamment). Or ces perdants sont souvent les mieux placés pour s'opposer à un changement social qui menace leurs acquis. Ceci ne contribue pas évidemment à la mise en œuvre d'une action collective.

L'individu est donc peu enclin à participer à une action collective, mais comme nous allons l'examiner maintenant, son comportement est soumis à d'autres influences.

III.6.b. Le comportement : pilier de la décision

“Au niveau politique, le ministère des transports, par exemple, comprend le problème, mais ne veut pas remettre en question son apprentissage. Les gens qui y travaillent, on leur a toujours appris qu'il fallait le plus de routes possibles, étendre les infrastructures, etc. Ce qu'on leur dit sur les changements climatiques et ce qu'on voudrait qu'ils fassent pour y remédier, ça rentre en contradiction avec leur vécu. Alors ils continuent d'augmenter les infrastructures routières.”

Un membre d'un cabinet ministériel.

De nombreuses expériences très instructives montrent qu'“après avoir pris une décision (qu'elle soit justifiée ou qu'elle ne le soit pas, là n'est pas le propos) les gens ont tendance à la maintenir et à la reproduire, quand bien même elle n'aurait pas les effets attendus”³⁷. On retrouve cette idée d'inertie dans la phrase prononcée par un homme travaillant dans une entreprise de chimie : “Un chef d'entreprise va être conscient d'un certain niveau de protection de l'environnement, mais ça ne peut pas se faire du jour au lendemain...” Un comportement qu'on a déjà adopté comporte moins d'inconnues et de risques, c'est pourquoi on a tendance à le réitérer. On se stabilise facilement dans un comportement, même si nous ne sommes convaincus de sa justesse. Pour le chef d'entreprise comme pour un autre individu, même si on lui prouve qu'il gagnerait à modifier ses habitudes, il va se passer beaucoup de temps avant que son comportement ne change. C'est pour cela qu'on dire que c'est le comportement qui fonde la décision et non l'inverse.

A l'extrême, on pourra même affirmer que “Seuls les actes nous engagent. [...] Nous ne sommes pas engagés par nos idées ou par nos sentiments, par ce qui est, en quelque sorte, dans notre tête, mais par nos conduites effectives et donc par des agissements que les autres peuvent ou

³⁵ Manqur Olson, “Logique de l'action collective”, PUF, 1978, p45.

³⁶ Michel Crozier, Ehrhard Friedberg, “L'acteur et le système”, Édition du Seuil, 1977, p 202.

³⁷ Robert-Vincent Joule, Jean-Léon Beauvois, “Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens.”, Éditions PUG, 2002, p 33

*pourraient voir.*³⁸ Ainsi, les gens ont tendance à adhérer à ce qui leur paraît être leurs décisions et à se comporter conformément à elles. Comme nous le verrons dans la partie IV de ce mémoire, un individu pourrait ainsi peut-être être amené à participer à une action collective si son comportement l'y incite.

Pour éviter de modifier leurs comportements, les individus, nous allons maintenant le voir, recourent volontiers à la déresponsabilisation.

III. 7. La déresponsabilisation

Traditionnellement, lorsque l'on demande à quelqu'un s'il se considère comme un pollueur, la réponse est "non". Ce sont immanquablement les autres qui polluent. Pourtant, le fait est admis que chacun est plus ou moins responsable de la pollution. Or tout au plus considérons-nous que nous polluons "un peu", et de toute façon "bien moins que les autres"... Ce déni de responsabilité face à la pollution est une méthode très efficace pour justifier de notre inaction. Une autre presque aussi usité: "je suis trop petit pour agir". Ce qui revient à dire que c'est encore aux autres de faire quelque chose, et pas à moi.

Lors d'un entretien avec un homme, déjà plusieurs fois cité, travaillant dans une entreprise de chimie, celui-ci m'avoua, en parlant de son travail, "Oui, je fais attention, même si je n'ai pas beaucoup d'impact là-dessus car je ne fais pas des choses très polluantes". En tant qu'ingénieur commercial dans la chimie, on peut penser en effet que ses actions polluantes liées à la chimie sont très limitées... Mais, point crucial, les aspects de son travail qui sont probablement les plus dommageables pour l'effet de serre, c'est-à-dire les transports, n'apparaissent pas à ses yeux comme des *activités polluantes*, très probablement car elles sont reconnues par tous comme normales ou indispensables.

Outre cette myopie caractéristique concernant les aspects les plus critiquables de notre comportement, on peut mettre à jour deux tendances particulières : la volonté de penser que des personnes compétentes s'occupent déjà de l'environnement (décharge positive), ce qui permet de justifier d'une première façon notre inaction, et la certitude que ce sont d'autres personnes/groupes, sur lesquels nous n'avons pas de prise, qui polluent (décharge négative).

L'entretien avec l'ingénieur commercial illustre l'ensemble de ces points : "[...] je pense qu'à l'usine il y a des gens qui s'occupent de [l'environnement] d'une manière très consciencieuse, et qui sont motivés par la protection de l'Homme et de la nature." Cet certitude que l'on ne peut rien se reprocher au niveau comportemental est souvent associé à la recherche d'un "certificat de bonne conduite", délivré par la société, à l'appui de ce que l'on pense. Dans le cadre de cet ingénieur, l'absence de sanctions ou de scandales connus est ainsi avancée comme une marque de bonne foi. Car en cas d'abus réels contre l'environnement, "c'est la législation et les médias [qui interviendraient] si vraiment on était très critiquable"...

L'attitude de "décharge négative" est également fréquente. Selon l'identité que l'on revendique, elle peut s'appliquer envers d'autres acteurs similaires (envers d'autres entreprises

³⁸ Robert-Vincent Joule, Jean-Léon Beauvois, "Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens.", Éditions PUG, 2002, p 75

par exemple, à travers l'identité socioprofessionnelle) : "On a des compresseurs, des moteurs, on consomme du carburant [...]. Mais ce n'est pas comme des fonderies, des industries métallurgiques." On peut aussi se décharger sur d'autres pays (identité nationale) : "Les gros pollueurs, ce sont les USA, la Chine, les pays de l'Est. Les pays de l'OCDE sont en diminution maintenant [pour la pollution]."

Bien que nous ayons centré notre illustration sur le secteur industriel, l'argument qui consiste à se décharger du phénomène climatique en arguant qu'il est de la responsabilité d'autres personnes n'est pas une spécificité de ce secteur. C'est en fait un des éléments constants des jeux d'acteurs dans le domaine du changement climatique. Examinons le cas de la société française.

III. 8. les blocages politiques

III.8.a Les politiques non responsables

"Les conflits environnementaux sont définis en fonction des valeurs et des intérêts politiques des différents acteurs du conflit."

M. Willeniss³⁹

Dans *Le courrier de la planète* n°61⁴⁰, on peut lire un entretien très instructif avec Olivier Deleuze (Secrétaire d'État à l'Énergie et au Développement Durable, Belgique) dont voici quelques extraits : "Les échecs des négociations viennent d'un problème plus fondamental que si l'on avait affaire à de simples négociations. Voilà que la communauté internationale se trouve pour la première fois confrontée à une difficulté due à son propre fonctionnement". "Plus l'économie tourne, plus le problème climatique se renforce. Il ne s'agit pas de faire face à un dysfonctionnement [crise, guerre, ...]. Les négociations échouent car nous ne sommes pas mûrs culturellement pour trouver une solution." "C'est une question de perception, de culture de biens communs et des politiques qu'on est prêt à mettre en œuvre pour les préserver. La culture de classe dirigeante est très neuve en matière de changement climatique. La façon de penser est peut-être insuffisante. C'est un défi qui s'offre à nous."

Qu'en est-il en France de cette perception et de cette culture ? Beaucoup de personnes estiment que la solution à l'effet de serre est politique⁴¹. Mais qui décide de la politique d'un pays ? La population décide par "délégation". Mais au delà de son choix, ce sont des intérêts de pouvoirs qui entrent en compte dans la gouvernance d'un pays.

"Les pays riches se protègent par une avancée technologique, par une avancée industrielle. si tu leur demandes de la réduire, ça veut dire que tu leur demandes de réduire leur puissance industrielle, donc de se mettre en péril." extrait d'entretien avec un homme. Les choix nationaux sont forcément à insérer dans un contexte mondial de stratégie géopolitique. Mais les exigences de la population ont quand même une influence sur la politique d'un pays. Un homme

³⁹ M. Willeniss, *The menace of global environment change*, Acta Sociologica, vol 39, 1996.

⁴⁰ Courrier de la Planète/Global Chance, *Les politiques dans la tourmente*, 2001, p26.

⁴¹ Un sondage de l'IFEN de juillet 2002 montre que 92% des gens pensent que c'est aux politiques de prendre le problème en main...

de cinquante ans : “ *Les citoyens, il faut qu'ils militent éventuellement et de telle manière qu'ils fassent comprendre aux politiques que c'est une préoccupation majeure et qu'il faut qu'ils proposent des solutions.* ”

Avec le roulement perpétuel des dirigeants politiques dans notre pays, ces derniers ne se projettent que sur le court terme et visent surtout une échéance électorale. Comme le dit une personne interrogée : “ *Comme ce sont des gens qui sont élus pour cinq ans, c'est clair que quelque chose qui est prévu pour dans cinquante ans, ça ne leur fait ni chaud ni froid* ”. Et pour le climat, les solutions doivent s'envisager sur le long terme. Le fonctionnement de l'appareil politique en France n'est donc pas très approprié aux questions à longs termes.

De plus, un responsable politique, c'est d'abord un individu qui cherche à maximiser sa marge de liberté et ses intérêts ? Une personne interviewée : “ *Le problème c'est qu'il faut d'abord que les politiques leur disent [aux citoyens] de le faire [maîtriser sa consommation], mais les politiques ne le diront pas s'ils n'y voient pas un intérêt.* ” Quant bien même le responsable aurait l'avenir devant lui, il y a peu de chances qu'il ait pour objectif de campagne une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce n'est d'ailleurs souvent pas ce que les gens attendent prioritairement de lui. Une personne en interviewée : “ *un individu normal, son objectif dans la vie c'est de vivre confortablement, d'être logé confortablement, d'être bien, et donc ils vont voter pour les gens qui vont leur permettre d'avoir ça, d'atteindre ça. Après le prix à payer c'est que la planète soit en danger, eux ils n'ont pas l'impression d'y contribuer.* ”

Concluons en faisant parler un homme interrogé : “ *la destinée d'un élu c'est d'être réélu, c'est donc la façon qu'ont les électeurs d'envisager les problèmes qui est importante. Si les électeurs sont plus motivés par la coupe du monde que les changements climatiques... Si les gens deviennent conscients qu'il existe des problèmes et s'ils en tiennent compte, ils exigeront des élus.* ” Il apparaît finalement qu'une fois que les gens seront convaincus, la politique prendra le pas. La société française est-elle cependant prête à prendre le pas ?

III.8 b. L'administration française, peu propice aux changements

Dans *La société bloquée*⁴², Michel Crozier explique que la communication en France est extrêmement difficile entre la base et le sommet, et qu'il existe une grande difficulté à procéder rapidement aux multiples ajustements indispensables.

Du fait de ses dysfonctionnements (liés à trop de centralisation et de stratification), l'administration française est impropre à l'innovation. Les organisations françaises sont formelles, rigides et peu propice à l'adaptation aux circonstances et aux innovations. (Il serait intéressant à ce niveau de faire des comparaisons avec d'autres pays comme l'Allemagne, par exemple)

⁴² Michel Crozier, *La société bloquée*, Essais, 1970 et 1994

“ *Nous sommes allés au bout de la centralisation au point d'être désormais bloqués dans un système que nous n'arrivons plus à réformer. Ce système se caractérise par l'existence de toute une série de chaînes de dépendance qui, du sommet à la base, tiennent en tutelle tous les échelons qui deviennent ainsi hiérarchisés du pouvoir national, régional et local. Il n'existe aucun pouvoir intermédiaire qui ait une autorité suffisante pour prendre des initiatives et des risques. Les décisions sont toujours prises dans le cadre de chaînes hiérarchiques officielles ou officieuses dont la clé de voûte se trouve dans les administrations centrales et notamment au ministère des finances. Tous les experts techniques sont directement ou indirectement liés à la fonction publique. Si bien qu'aucune initiative collective publique ne peut exister en France, sans que ceux qui l'animent ne soient obligés de recourir aux autorisations de l'état, aux subventions de l'état et aux experts techniques de l'état* ” (p98-209)

Un tel système est extraordinairement résistant car personne à aucun niveau n'est responsable de son maintien. Ajouté à cela le problème des grands corps (on retrouve cette idée dans *l'éco-pouvoir*⁴³) constitue une autre source de déséquilibre qui contraint tous les joueurs à un jeu de dépendance :

“ *L'un des nœuds du système de gouvernement social français c'est l'existence d'un certain nombre de grands corps fermés qui accaparent par tradition, non seulement tous les hauts postes de l'état mais aussi la plupart des hauts postes du secteur nationalisé et une partie des entreprises. (...) Les profits abusifs, les inefficacités (...) que nous constatons dans l'ordre économique correspondent pour la plupart à l'application dans le domaine des affaires des systèmes de privilèges, il est dominé par des systèmes d'accaparement, d'ententes, de restrictions, de concurrences qui sont fondés en dernière analyse sur des modèles de stratification hiérarchique extrêmement conservateurs* ”.

L'adjoint au maire de Paris s'étonna lors d'une conférence précédant le sommet de Johannesburg (à laquelle j'assistai), du silence de la classe politique sur la situation climatique en France (sécheresse, pénurie d'eau, inondations). La mairie de Paris se déclare mobilisée dans la lutte contre l'effet de serre ou du moins dans l'avancée vers le développement durable. Il y aurait donc comme une contradiction (schème dialectique) entre le niveau local et le niveau national. Les retours nombreux de réussites d'actions locales m'incitent à croire cela.

Et bien sûr, avec ses autres particularités, la société française ne facilite pas le changement. Un salarié d'une ONG m'expliqua : “ *Je ne vois pas comment on créerait une volonté de progresser alors que culturellement la société française opte pour des stratégies de blocage (il pense notamment aux “ manif ”).* Le problème toujours actuel du nucléaire illustre bien les réticences qui jalonnent l'évolution de la société française. Il est d'ailleurs utile que l'industrie automobile étant la plus importante des industries françaises, une modification dans l'usage des transports est sans doute la menace la plus encline à favoriser la réticence de la France à adopter des mesures plus efficaces pour résoudre le problème de l'effet de serre.

On comprend ainsi que les considérations économiques sont importantes pour comprendre ces rouages collectifs.

III.9 L'environnement comme frein de l'économie

III.9.a. Consommation et développement

“ Les gens ont besoin d'une voiture, de manger. On ne va pas retourner à la préhistoire. Il faut trouver une alternative à la pollution. ”

Extrait d'un entretien.

Il apparaît très nettement à travers divers entretiens que les gens, dans l'ensemble, ont peur du “ retour en arrière”, envisagé comme une des seules solutions valables qui s'offrent actuellement à la société pour résoudre le problème du changement climatique. C'est en fait l'idée même de freiner la pollution qui est manifestement liée, dans l'esprit de nombreux Français, à un retour en arrière : comme le “ progrès” est devenu un synonyme de croissance et de consommation, elles-mêmes indissociables de la pollution, il semble impossible pour eux d'imaginer un progrès associé à une diminution de la pollution.

On peut aller jusqu'à affirmer qu'il existe clairement un *fantasme du retour en arrière* chez nombre de gens, et une phobie manifeste lorsque sont évoqués les problèmes environnementaux qui y sont associés. D'où une attitude de rejet face à l'environnement, perçu *avant tout* comme une contrainte ; au point que l'économie paraît “naturellement” occuper une situation hiérarchique supérieure dans l'échelle des valeurs. L'ingénieur commercial dans la chimie illustre de nouveau cette méfiance: “ *On ne peut pas faire que de l'environnement, sinon il faut laisser l'herbe pousser.* ” Une méfiance qui peut rapidement aller jusqu'au rejet, comme le montre cette jeune femme de 26 ans qui affirme: “ *C'est impossible de modifier la consommation telle qu'elle est actuellement, et d'ailleurs une perte de croissance serait plus préjudiciable que de subir les conséquences d'un changement climatique* ”.

Une telle vision du “ progrès” humain est tout à fait surprenante et a des conséquences majeures sur la conception de l'avenir de la société telle que chacun la perçoit. C'est en réalité l'ensemble de l'évolution de notre société qui est en jeu à travers la hiérarchisation des valeurs que la société se donne (valeur économique, sociale, environnementale, pour ne citer que ces trois à la base du développement durable). La position de la plupart des gens interrogés en entretien montre qu'ils n'imaginent qu'un seul type de *développement* possible pour leur société (un seul mode de consommation, un seul idéal de confort, ...) basé sur les mêmes règles (objectif de croissance du PIB, stabilité des prix, lutte contre le chômage, ...). Un développement “ alternatif” basé sur une organisation et un mode de consommation adaptées au respect de l'environnement, souvent

⁴³ Pierre Lascoumes, “ L'éco-pouvoir ”, La Découverte, 1994.

évoqué comme unique moyen de résoudre le problème du changement climatique, reste encore à imaginer.

On peut ajouter que la consommation paraît intimement liée au sentiment de liberté du citoyen. Celui-ci aura donc tendance à rejeter ce qui va à l'encontre de cette liberté de consommer. Au niveau des choix de vocabulaire, on retrouve par exemple ce rejet dans l'abandon de l'expression “ Maîtrise de l'énergie ” (MDE) transformée en “ Utilisation rationnelle de l'énergie ” (URE). Une “ maîtrise” ou une “ économie” d'énergie suggèrent une contrainte, alors que l'utilisation rationnelle de l'énergie ne bride pas la consommation (l'allusion cartésienne ajoutant une pointe de respect...).

On peut donc affirmer qu'une part de l'absence de volonté de lutte contre l'effet de serre s'explique clairement par une sacralisation de la croissance économique, confondue avec l'illusion de liberté et avec la notion de “ progrès”.

II.9.b. Les coûts de la lutte contre l'effet de serre

Exxon mobil (Esso) a d'ailleurs mis en avant cet argument du climat utilisé contre la croissance pour convaincre G.W. Bush de ne pas être présent au sommet de Johannesburg. Cet extrait d'article est tiré du Times of London :

*Conservative lobbyists in the US funded by Esso have urged President Bush to derail the Earth summit in Johannesburg because it is “anti-freedom”, “anti-people”, “anti-globalisation” and “anti-Western”. The lobbyists, funded by the oil company that was also a big donor to the President's election campaign, urged Mr Bush to make sure that global warming was kept off the agenda at the summit, which starts later this month.*⁴⁴

Beaucoup d'acteurs économiques reconnaissent les avantages à moyen ou long terme qu'ils pourraient obtenir en réduisant leurs émissions, mais peu le font réellement. Pourquoi ? Gaz De France, par exemple, attend d'avoir une demande plus forte de voitures au GPL pour installer des pompes, plutôt que d'avoir une politique incitative qui pourrait être payante. Or, comme on l'a vu plus haut, les citoyens attendent et ne se risquent guère à être novateurs. Le cercle se transforme ainsi en cercle vicieux. Les industriels (on citera en particulier les lobbies pétroliers ou chimiques) ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'opposer à toute action, dans le champ économique; des organisations syndicales peuvent également agir ainsi...

Reprenons un entretien qui illustre les causes de l'inaction face au changement climatique, dans le domaine économique (cf. annexe V) : “ *Le problème, c'est qu'il faut trouver un autre moyen pour faire tourner la boutique. Le moyen le plus facile, c'est d'arrêter tout, mais ce n'est pas une solution. [...] Toutes les industries sont conscientes qu'il faut une meilleure efficacité énergétique. Mais éliminer quelque chose, ça coûte plus cher. Souvent, la nouvelle énergie nécessite des investissements et elle est plus cher que l'ancienne ; c'est un choix coûteux. C'est une prise de décision.* ” “ *La plupart des entreprises ont signé des chartes pour respecter l'environnement. Donc il y a une prise de conscience à tous les niveaux. Je ne crois pas que*

⁴⁴ Times of London, August 16, 2002

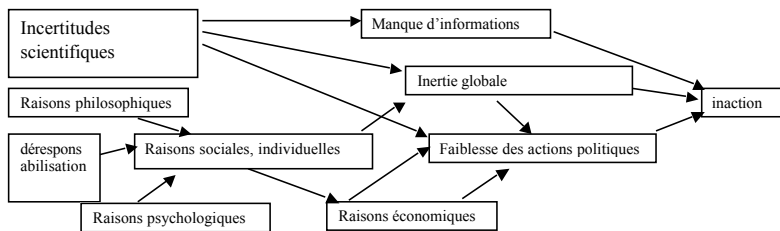
respecter l'environnement apporte un gain économique. A part pour l'image de marque. On signe des chartes, c'est tout de même assez contraignant. On le fait parce qu'il y a des pressions médiatiques, politiques. L'effet de serre, pour moi, c'est plus une question politique. Chaque fois que tu fais quelque chose, tu pollues de toute façon [cf. **complexion**]. Dans la technologie qu'on utilise, on essaie de réduire nos coûts et nos rejets. Ça se fait tous les jours. Mais on ne va pas changer radicalement quelque chose pour quelque chose qu'on ne connaît pas [cf. **peur du risque**]. Tous les gens qui font du caoutchouc ne vont pas s'arrêter du jour au lendemain. Nous, petite entreprise, on n'a pas les moyens, il faut payer les bonhommes, etc. L'environnement, ce n'est pas la priorité numéro 1, ça c'est sûr."

Ces propos illustrent ainsi pourquoi nombre d'industries résistent à la lutte contre l'effet de serre (notamment lors des négociations). Divers arguments sont perceptibles : le coût à court terme d'une modification de technologie qui paraît trop élevé, la peur du risque ou simplement du changement, ... Autant d'arguments qui sont toujours traduits au niveau industriel en termes économiques ou monétaires à court terme, même si les profits à long terme risquent à cause de ces choix d'inaction de se trouver compromis... On voit que l'on retrouve des arguments similaires pour justifier de l'inaction des industries et de celle des individus.

Conclusion de la partie III

Pour conclure, nous pouvons tenter de synthétiser l'analyse à l'aide du schéma suivant.

Les cases correspondent à la nature des arguments, les flèches représentant la relation qui existe entre ces arguments. Ce schéma, qui n'est qu'une brève illustration de la partie III, est une tentative de résumé de celle-ci.



Cette partie a finalement permis de regrouper les causes et les arguments mis en avant par différents acteurs pour justifier le manque de réaction de la société face au problème climatique. L'objectif de la dernière partie est de mettre en lumière les failles de ces arguments et de suggérer des moyens éventuels pour réduire l'inertie constatée.

Partie IV. Suggestions

" La lutte contre l'effet de serre ne pourra être efficace que si la problématique du changement climatique est connue et bien comprise par les citoyens, et en particulier par les décideurs territoriaux. Elle pourra alors être prise en compte dans les décisions publiques et plus généralement dans les comportements de tous. Ceci ne pourra se faire sans un effort important d'information des citoyens. C'est dans ce sens que le Parlement Français a conféré, en février 2000, à la lutte contre l'intensification de l'effet de serre, la qualité de " priorité nationale ", avec le soutien " sans réserve " du gouvernement et de l'ensemble des groupes politiques du pays. " Troisième communication nationale à la convention cadre sur les changements climatiques. (France, 2002), p179.

Nous venons de synthétiser les arguments et les causes permettant de mieux comprendre le manque de réaction face au problème de l'effet de serre. Essayons maintenant de reprendre un à un les arguments avancés par les différents acteurs et tentons de suggérer des moyens pour modifier cette inertie sociale. Ces suggestions ont une dimension normative patente qui pourra être excusée en envisageant cette partie comme " facultative "... La normativité n'étant ici qu'un moyen de tester la réalité et la crédibilité des analyses précédemment effectuées.

- Le premier argument exposé dans la partie III était de nature éthique. On comprend à présent pourquoi il peut paraître utile de montrer que c'est le changement climatique qui nuit à l'homme et à la planète et pas nécessairement le fait de le stopper.

- Les populations les plus touchées par le changement climatique seront prioritairement celles des pays du Sud (sécheresse accentuée dans les régions désertiques, phénomènes climatiques extrêmes, plus grande fragilité...) tout en étant les moins responsables du problème. L'argument s'appuyant sur une confiance en une adaptation de l'humanité ne tient pas compte des disparités nationales : toutes les populations ne s'adapteront pas de façon égale. La confiance en l'adaptation de l'humanité ou le fatalisme apparaissent donc comme des échappatoires plutôt que comme des arguments.

- L'argument relatif à l'incertitude théorique entourant le phénomène est facilement réfutable à l'aide du principe de précaution et des résultats scientifiques exposés dans la partie I.

- Nous avons vu que les actions d'information et de sensibilisation du public ont un rôle essentiel dans la construction des représentations sociales de l'action publique. Au niveau médiatique, on voit que le fait il n'y ait pas d'acteurs sociaux avec une force suffisante pour alerter du problème et qu' " il n'existe pas d' "éléments catalyseurs très actifs " ne font pas passer ces problèmes au centre des enjeux politiques. Cette idée est suggérée par Hervé Kempf, journaliste au Monde : " les ONG n'ont pas su convaincre de la priorité de cette question. Il n'y a pas d'acteurs concernés capable de dire l'enjeu avec suffisamment de dramaturgie. " Les médias ne sont qu' une " caisse de résonance " des débats réels. Peut-être les ONG devraient-elles travailler dans cette direction...

- Un travail de traduction (vulgarisation) permettrait de faire dire aux gens sur le modèle de " je ne veux pas manger d'OGM parce que c'est mauvais pour la santé " (alors que le débat est toujours ouvert) : " je ne veux pas utiliser ma voiture parce que c'est mauvais pour le climat donc pour moi ".

- On l'a vu, il existe un blocage au niveau médiatique : on ne débat des solutions à entreprendre pour diminuer l'effet de serre. Ce type de débat est pourtant susceptible de plaire aux médias grand public qui utilisent le côté " spectacle "45.

- Comme le rappelle Daniel Boy46, " on ne peut pas simplement dire que les gens ne sont pas informés, cela ne suffit pas. D'abord ce n'est pas vrai (cf. enquête de l'ADEME ci-dessus et analyse de l'occurrence du sujet dans différents médias) ensuite c'est un faux argument, il faut les contraindre ". Faut-il réellement préconiser la contrainte pour mener vers des comportements plus respectueux pour le climat ? La psychologie47 nous apprend que c'est en leur laissant le choix (insister sur la liberté de l'individu) qu'on obtiendra d'eux le plus de choses et de changements, et qu'il faut également leur donner confiance dans l'utilité de leurs actions.

- Comment faire pour que les sociétés trouvent un remède au problème par les comportements des différents acteurs ? Une chose est certaine, il est important que les individus prennent conscience du problème pour que le relais passe à la politique et à l'industrie. Maintenant que nous avons mieux compris pourquoi la prise en compte du problème n'évolue guère, il serait utile de trouver comment faire pour que cela change davantage.

- Max Weber a insisté sur la différence entre rationalité par rapport aux valeurs et rationalité par rapport aux finalités. Le premier s'aligne sur les normes et les règles du système, le second sur les intérêts de la personne. C'est pourquoi il est aussi important de faire entrer la protection de l'environnement dans les valeurs sociales. Toutefois, on reste moins fidèle à ses valeurs qu'à ses comportements. (ex: quelqu'un a pour valeur de maîtriser la consommation et d'éviter les gâchis mais néglige toujours d'éteindre ses veilles de télé, dans ce cas, il n'est pas en accord avec ses valeurs mais le demeure avec ses comportements habituels). Pour des recherches ultérieures, il semble donc judicieux d'approfondir deux voies : la voie dite " altruiste "48 et la voie concrète de la modification des comportements.

- Ulrich Beck49 nous incite à penser que la société " du risque " n'écoute plus les experts. Stimulé par l'antipolitique et la contre-science des citoyens, Beck remplace cependant l'alarmisme par un optimisme stratégique. " Ce qu'il faut, suggère Beck, ce n'est pas tant un changement à l'intérieur de la société industrielle qu'un changement de celle-ci et le passage à

⁴⁵ Voir la société du spectacle, Guy Debors

⁴⁶ Daniel Boy est chercheur en sociologie au CEVIPOF (fondation des sciences politiques)

⁴⁷ " Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens ", p 160.

⁴⁸ La revue du MAUSS semble engagée dans cette voie.

⁴⁹ Introduction à la sociologie cosmopolitique du risque d'Ulrich Beck, F. Vandenberghe, revue du MAUSS, 2001.

une nouvelle société, à une nouvelle modernité et une nouvelle politique (...) qui différencie les sous-systèmes scientifiques, technologiques, politiques et économiques pour les ouvrir aux exigences morales venues du monde vécu. "

Une suggestion qui s'offre à nous pour parvenir à une meilleure prise en compte de l'effet de serre est la *Politique de la table ronde réunissant experts, citoyens, contre experts*. Telle est la solution que nous propose Beck. C'est aussi celle que propose P.Roqueplo dans " climats sous surveillance "50. Une conférence de citoyens fut organisée en décembre 2000 sur le sujet du changement climatique. Dans le texte51 produit à l'issue de cette conférence, il est écrit " *Nous citoyens, nous pensons que (...) seule l'émergence d'instances de concertation destinées à favoriser le débat public, telles que cette conférence de citoyens, nous fera prendre la mesure du problème et changer nos comportements en conséquence* ".

- D'après Beck, ce qui relevait autrefois de la tradition devient maintenant un choix. Les formes de vie traditionnelles perdant de leurs contraintes, les individus peuvent a priori réfléchir plus librement sur leur façon de choisir leur vie et de la mener. Ceci offre l'espoir que les individus peuvent plus facilement réfléchir à leurs choix hors de la contrainte des normes sociales et donc envisager le problème du climat sous un angle ouvert. Dans *L'acteur et le système* (cf note 10), on comprend que " *la multiplication des difficultés qui découlent d'une augmentation de la liberté de l'autonomie des acteurs individuels et collectifs ne pourront être résolus que par une stratégie de changement à travers lesquels doivent se développer l'invention de nouveaux construits d'action collective (et non pas seulement des nouvelles techniques permettant de répondre à des besoins nouveaux ou à des nouvelles procédures d'information)* ". Ainsi la protection de l'environnement doit-elle devenir un choix social pour être valorisée par l'ensemble des acteurs de la société française.

- Passons à l'argument relatif à la consommation et l'idée de progrès. On voit que les gens sont prêts en majorité à changer leur mode de consommation, mais sous certaines conditions :

" *Oui, à condition de garder un confort similaire. C'est à dire que je veux me chauffer, m'éclairer. Mais diminuer, il n'y a pas de problème.* " (extrait d'un entretien). La solution " occidentale " aux problèmes d'environnement repose souvent sur le recours à un contrôle accru de l'environnement naturel d'avantage qu'à une limitation intelligente de l'action humaine. Ceci implique un recours aux solutions technologiques et politiques d'avantage qu'à une redirection sociale des modes de vie. C'est pourquoi la solution sociale n'est pas facilement acceptée. Pourtant, s'il est vrai que le social fait partie du développement durable " *il faut que la satisfaction soit trouvée ailleurs que dans la consommation. Une société (focalisée sur la consommation ne peut pas trouver un développement durable* " (Sylvain Godinot du RAC-F).

- La différence de sensibilisation des gens au problème s'est ressentie assez notablement lors des entretiens ; les personnes les plus sensibles à la question étant bien sûr ceux dont le travail y est lié (associations, gouvernement). Il existe aussi des bénévoles associatifs dont

⁵⁰ Ph. Roqueplo, " *Climats sous surveillance, limites et conditions de l'expertise scientifique* " , Economica, 1995.

⁵¹ Ce texte et le résumé de cette conférence sont joints en annexe.

la sensibilisation ne s'explique pas facilement mais dont la mobilisation fournirait de bons sujets de recherche (on trouve de tels sujets de recherche dans la revue du MAUSS : " don et associations ", n°, 2001.) Les associations sont aussi un des moyens pour permettre à une action individuelle de devenir collective.

Dans l'ouvrage "*Petit traité de manipulation à l'usage des gens honnêtes*" déjà cité, il apparaît qu'il faut changer le *comportement* pour changer *l'attitude*. On voit à quel point qu'il peut être intéressant d'approfondir cette question. En effet, prenons l'exemple du tri des déchets. Aujourd'hui, le tri est devenu un acte quotidien (ou est en voie de le devenir) et la motivation est simplement guidée par l'habitude. Même ceux qui n'ont jamais eu la conviction de l'utilité de ce geste le font " naturellement ". Le tri n'est presque plus une contrainte, c'est devenu simplement un " comportement social ". Il devrait être possible d'arriver au même résultat avec la consommation d'énergie et d'autres activités ayant un impact sur le climat.

- Les solutions pour une meilleure prise en compte du problème sont diverses. La sensibilisation, l'éducation sont les moyens auxquels on pense le plus souvent. "*Le problème c'est de faire ça au long terme. C'est pas difficile de prendre une décision après une émission, tu vas te coucher et tu te dis, maintenant on va faire attention. C'est un travail de tous les jours, c'est comme arrêter de fumer, il y a un apprentissage, une éducation, un effort. Je pense que ça ne fait pas partie de notre culture, il faut nous changer, il faut que ça s'apprenne à l'école.*" (extrait d'entretien).

- Il existe aussi des solutions techniques, politiques, économiques ou législatives. Et la dimension spatiale la plus propice pour les mettre en œuvre semble être devenu le " local ". De plus en plus de villes, d'agglomérations, de régions dans le Monde commencent à prendre des décisions sur leurs gouvernements en matière de changements climatiques⁵². Le " national " est comme nous venons de le voir souvent trop soumis à l'inertie. Il ne faut toutefois pas négliger le national, au contraire, mais comme le suggère Michel Crozier dans "*La société bloquée*" : "*L'élection d'assemblées régionales au suffrage universel direct pourrait constituer le point de départ d'un processus d'apprentissage constructif.*"

- Les mots utilisés pour désigner le phénomène ne participent pas bien à sa compréhension. Quand on dit réchauffement climatique, on est dans l'erreur car s'il s'agit effectivement de "changements climatiques", il n'est pas questions d'un réchauffement unilatéral : les prévisions annoncent un réchauffement à certains endroits en certaines saisons et un refroidissement à certains endroits à d'autres. Certes il s'agit d'un "réchauffement global" tel que le qualifie fort justement le terme anglais "global warming" mais utiliser "réchauffement" brut peut induire certaines personnes à le souhaiter, au moins chez eux. Parce que ces gens ne voient pas le refroidissement, ni les stress hydriques, ni les phénomènes extrêmes. J'ai vu des gens se réjouir à l'annonce d'une " réchauffement climatique " qui s'imaginaient des hivers chaleureux.

⁵² S. Rabourdin, " Des régions dans l'action ", Infos de serre n°2, juin 2002.

- On a vu que les citoyens surestiment la responsabilité des industriels et sous-estiment la part du domestique dans le problème de l'effet de serre. Comme le souligne Marshal Cohen : il ne suffit pas d'informer pour contrer ces réflexes. "*Les mouvements écologistes agissent comme autant de fossiles vivants surgis du siècle des Lumières, avec leur foi dans la force du savoir (en pensant): "Si seulement les gens savaient, ils agiraient." Voilà pourquoi ils consacrent la majeure partie de leurs ressources à la production de rapports ou à la publication d'articles et d'éditoriaux dans les médias. Mais cette stratégie ne fonctionne pas.*"

Conclusion

Ce mémoire m'a finalement permis de m'inscrire dans une dimension interdisciplinaire indispensable pour envisager une réponse à la question initialement posée, par une utilisation d'outils venant de disciplines variées (écologie, sociologie, économie, ...). Sans doute une des lacunes de cette méthode est-elle de ne pas permettre de s'armer complètement des outils d'une seule de ces disciplines ; c'est là tout le problème de l'interdisciplinarité. Mais cette situation m'a permis une observation participative des plus instructives, facilitée par mon immersion au sein de l'ONG Réseau-Action-Climat France.

Force est de constater que les changements climatiques sont perçus par la population française d'une manière qui ne facilite pas leur prise en compte dans le cadre d'une action. La question posée dans ce mémoire se préoccupait des causes du manque de considération du phénomène climatique, et il est apparu que cette "indifférence" faisait intervenir des facteurs de différentes natures (psychologique, économique, ...) que nous avons tentés de décrire et de relier entre eux. Nous avons tenté également de montrer combien il était instructif d'analyser les arguments mis en avant par chacun des acteurs à la lumière de leurs contradictions, pour comprendre l'inaction face au changement climatique.

Ceci nous a permis d'envisager différentes suggestions pour répondre au problème posé : comportements sociaux, nécessité d'une remontée de l'action vers le "haut" (du local au national), ... La question posée constitue un champ si vaste qu'elle mériterait bien entendu d'être encore approfondie, en examinant davantage les raisons du manque de vulgarisation du phénomène, du manque d'acteurs "moteurs", ou de la relative inefficacité du principe de précaution dans le cas de l'effet de serre. Peut-être serait-il ainsi judicieux de procéder à des enquêtes plus nombreuses et plus représentatives pour développer cette analyse. La recherche quitterait alors la dimension anthropologique pour s'orienter nettement vers une dimension plus "sociologique".

Ce mémoire aura enfin permis, nous l'espérons, de contribuer à mieux appréhender la relation de l'Homme au risque climatique, et donc d'alimenter encore cet espace de la recherche qui s'intéresse si passionnément à l'interaction Nature-Société.

ANNEXES

Autres annexes non incluses ici : - déclaration de la conférence de citoyens de janvier 2002
- scénarios du GIEC , IPCC 2001
- liste issue des archives de l'INA

Incluses ici : - Mémoire bibliographique et bibliographie
- Quatre exemples d'entretiens

Sabine Rabourdin
DEA EMTS
Mai 2002

Mémoire bibliographique sur le thème :
la conscience environnementale des sociétés, voie d'accès à la limitation
des changements climatiques ?

Quels rôles et quelles motivations des groupes d'acteurs dans un problème environnemental concret ? Quelles répercussions de ce problème sur les structures de la société ? Ce sont les questions de type interaction Nature-Société qui permettent de mieux cerner un problème environnemental et donc de mieux y répondre. Ce sont les questions que l'on peut se poser précisément dans le cas du problème du changement climatique, problème environnemental global par excellence. Ce mémoire bibliographique cherchera à exposer les intérêts d'une sociologie de l'environnement, à évaluer à l'aide de recherches existantes la réceptivité sociale aux problèmes d'environnement (la "conscience environnementale"), et à mettre ce dernier objet en relief à l'aide de l'exemple du changement climatique.

Bref aparté sur la sociologie de l'environnement

En France, la sociologie de l'environnement est une discipline peu avancée (ce n'est pas le cas dans d'autres pays tels que les pays nordiques ou les USA). La sociologie de l'environnement permet de savoir si la nature humaine peut être perçue à travers les problèmes d'environnement, mais elle devrait aussi permettre d'appréhender l'avenir de la Nature par la connaissance du comportement des sociétés face aux problèmes d'environnement. Dans les années 90, beaucoup de chercheurs^{*} laissaient paraître dans leurs écrits une sorte de regret que la sociologie ne s'implique pas davantage dans l'étude des problèmes d'environnement globaux. D'après M. Willeniss [1]^{**}, "la notion de problème d'environnement global se réfère toujours largement à la notion de contrôle occidental sur l'environnement naturel davantage qu'à une limitation intelligente de l'action humaine. Ceci implique un recours aux solutions technologiques et politiques davantage qu'à une redirection sociale des modes de vie". Cette phrase évoque le manque de place des analyses sociales dans la recherche concernant les problèmes d'environnement. Nombreux sont les scientifiques à avoir lancé un appel à plus d'interdisciplinarité dans la recherche environnementale. Pour citer Ulrich Beck [21] : "la crise écologique n'est pas simplement une crise de l'environnement, c'est aussi une crise sociale".

Selon Epictète, philosophe grec, "c'est l'absence de connaissance du bien et du mal qui mène à faire le mal en pensant faire le bien" [19]. En appliquant ce principe, une meilleure connaissance des enjeux environnementaux conduirait à un meilleur respect de la planète par les populations. Evaluons la pertinence de cette supposition.

^{*} réf 1 et 2

^{**} les numéros entre parenthèses renvoient à la bibliographie en fin de document

I. La protection de l'environnement : une préoccupation mal partagée.

La conscience environnementale n'est pas une valeur partagée de la même manière par tous les acteurs d'une même société et encore moins de sociétés différentes. Cette conscience environnementale individuelle demeure un élément confus des connaissances en sciences humaines. Selon les chercheurs, la réaction des acteurs sociaux face à un problème environnemental dépend certes de cette conscience car elle dépend des valeurs éthiques et morales de chacun mais elle dépend aussi (et surtout diront certains) des intérêts en jeu.

Dominique Bourg, dans "Le nouvel âge de l'écologie"[8], retrace l'historique de la conscience environnementale jusqu'à à nos jours en occident et explique que "les difficultés environnementales, ne sont pas un phénomène récent, le Critias de Platon témoigne déjà de leur soucis", mais "la révolution industrielle leur a [...] donné un tour nouveau". D'autre part, "la pensée écologique remonte à à peine plus d'un siècle"(Ecole de BARBIZON, XIXe, premier mouvement en faveur de la protection du patrimoine naturel [8]), mais des problèmes résolument contemporains ne surgissent qu'après guerre, "époque de l'envolée des économies occidentales, de l'innovation technologique, ainsi que de l'explosion de la démographie planétaire".

Dans un article de 1996, intitulé *The menace of global environment change* [1], M. Willeniss explique que "le concept de conscience environnementale est à dissocier des concepts de valeur ou d'attitude". Je cite et traduis de l'anglais : "en sociologie, *valeur* signifie *tendance concernant le général*, objectif à long terme. Les valeurs sont plus constantes que les attitudes qui changent souvent. Les individus internalisent les valeurs et culpabilisent s'ils s'en éloignent. Une attitude, en revanche, est très superficielle, elle représente une tendance à réagir positivement ou négativement à quelque chose. Le rapide changement d'attitude ne change pas les comportements".

La conscience environnementale inclue un élément *intellectuel* et un élément *affectif*. C'est un savoir, une *connaissance* des problèmes environnementaux et des *attitudes* que ce savoir éveille. La culture locale et le tissage des réseaux sociaux contribuent à la spécificité locale de la conscience environnementale. Les motivations pour protéger l'environnement sont différentes (différents sens et différents symboles). Par exemple, les agriculteurs ou les forestiers, qui vivent directement de la nature, en ont une autre perception que ceux qui ne tirent pas leur revenu d'elle. Selon M. Willeniss, "on dit vouloir protéger la nature ou l'environnement alors que bien souvent on veut protéger quelque chose en particulier "(une espèce, un endroit, une habitude, un avantage, un souvenir). Les problèmes environnementaux ne sont pas relatifs seulement historiquement mais elles le sont aussi socialement, car le background culturel et économique amène à voir telle chose comme un problème et telle autre non. Par exemple, selon D.Boy [33], "les allemands seraient marqués par un attachement à la nature hérité du romantisme, tandis que l'échec initial des Verts en France tiendrait à notre croyance au précepte de Descartes selon lequel il s'agirait pour l'Homme de se rendre «maître et possesseur de la Nature». D'après cet auteur, les différences se seraient peu à peu atténuées et aujourd'hui elles sont quasi semblables. Reste à savoir pourquoi : qu'est-ce qui a rapproché ces deux perceptions de la Nature à l'origine si différentes ?

D'après D.Bourg, [8] il existe des faux débats relatifs à la conscience écologique. Un de ces débats consiste à opposer l'homme à la nature (humanisme/biocentrisme). Cela dépend de ce que l'on entend par nature (ensemble de lois physiques ?). Un autre faux débat touche selon lui l'opposition entre marché et industrie et respect de la biosphère. Sa démarche promeut une conscience environnementale responsable, « nous sommes [...] devenus les acteurs d'une responsabilité nouvelle, écologique, celle qui procède du pouvoir qui nous est donné de nuire à autrui, voire aux autres vivants en transformant la nature". Par exemple, la disparition des espèces ne peut acquérir un sens moral [...] que lorsqu'elle résulte de nos actions". Chaque humain, individuellement, est devenu responsable de l'environnement : en retranscrivant cet exemple au domaine de l'environnement, "le phénomène des virus informatiques, c'est à dire la possibilité pour un seul individu de nuire à des millions d'autres, illustre on ne peut mieux le resserrement du monde" [8].

Selon P.Rowniko [2], "les conflits environnementaux traversent les frontières de classe habituelles de la société et participent à la construction de nouvelles classes sociales". C'est une assertion qui peut être discutée car elle n'apparaît pas comme une évidence. Les personnes qui se regroupent par une attitude commune face à une conception de la nature ou un conflit relatif à l'environnement vont-ils vraiment participer à la création d'une classe ? Car bien des fois les conflits environnementaux sont fonction de l'occupation de l'individu (travail, position sociale). L'auteur semble ambigu sur la question et peu d'autres auteurs ont abordé la question sous cet angle. D'après Gilles Maluassenna, (4) "l'environnement permet de cristalliser en un seul terme tous les dysfonctionnements sociaux. Les solutions qu'on y avance ne sont que des appréciations des politiques ou des idées dominantes". L'environnement ne serait donc pas constructeur de classes mais catalyseur des dysfonctionnements de la société, il renforcerait les séparations de classe existantes. Karl Marx jugeait que les idées et les valeurs sont des représentations intellectuelles

qui méconnaissent leur déplacements vis à vis de la vie économique et sociale "elles continuent à perpétrer les rapports de domination de classes en masquant les intérêts de la classe dominante derrière leur caractère universel" [5]. Ce qui laisse sous-entendre que la protection de l'environnement est une représentation intellectuelle qui, comme n'importe quelle autre, sert les intérêts de la classe dominante. Mais là encore, cette idée est réfutable, car dans la société moderne capitaliste, l'intérêt des classes dominantes rentre directement en conflit avec les intérêts environnementaux. Par contre, dans le long terme, la classe dominante trouvera sûrement un intérêt à la préservation des ressources...

Pour revenir sur le point débattu, rappelons que selon Manheim [5], "toute forme d'engagement politique incline à ne voir le réel que du point de vue de la position sociale". "Il faut mettre systématiquement en relation les idées avec la position sociale des acteurs qui les ont". Ainsi donc, tout argumentaire en faveur de la protection de l'environnement, tout conscience environnementale serait directement en rapport avec la position sociale des acteurs.

Une préoccupation généralisée depuis dix ans, c'est le titre d'un article daté de 2001 de G.Hatchuel [7] dans lequel il nous explique que la préoccupation des Français pour l'environnement est devenue très forte. Il s'y demande: "est-ce la sensibilisation des français à l'environnement qui s'est accrue ou est-ce la notion même d'environnement et de ses enjeux qui a évolué dans l'esprit des Français?". "La moitié de la population française classe l'environnement au sein de ses préoccupations et ce chiffre n'a pas augmenté depuis dix ans (depuis 1990) : 3% font partie d'une association de défense de l'environnement soit plus d'un million de personnes. Les gens sont 6% à s'impliquer ou à être prêts à s'impliquer. Pourtant 70 à 80% se déclarent préoccupés des questions d'environnement ou inquiets (malgré une diminution entre 92 et 98 de 82% à 73%)".

Il existe différentes conceptions du mot *environnement* : conception anthropique versus biocentrique, ou localiste versus globaliste. La conception anthropique ne met l'homme à part dans la nature, au contraire de la conception biocentrique, la conception localiste s'intéresse à l'environnement de proximité alors que la conception globaliste envisage les phénomènes environnementaux dans leur contexte planétaire, reliant le particulier (ou local) au général (ou global) et le général au particulier. Les individus se différencient aussi dans leur approche à l'environnement selon leur conception dominante du concept d'environnement. La conception globaliste affiche actuellement une tendance à apparaître doucement chez les jeunes et de niveau social élevé. La dégradation de l'environnement renvoie à des réponses opposant le local et le planétaire. Mais dans les sondages, la notion même d'environnement apparaît floue, chacun comprend le mot à l'aune de la conception culturelle qu'il en a et de l'information qu'il reçoit.

Pour J.Fabiani [9], l'environnement est devenu un problème publique majeur. Un point de vue non environnementaliste est socialement impossible. Dans le discours, on n'osera guère se positionner contre l'environnement. J.Fabiani insiste sur le fait qu' " il ne faut pas disqualifier la question des caractéristiques sociodémographiques de la sensibilité environnementale". Il existe une «culture de classes» liée à des différences sociales à propos des formes d'appropriation, de représentation et de pratiques de la nature. Mais "plusieurs enquêtes font état des limites du pouvoir explicatif des diplômés ou des revenus pour certains comportements environnementalistes". La référence aux « nouvelles classes moyennes » n'est « souvent que le masque d'une presse intellectuelle ». Des travaux récents remettent en question la relation mécanique entre l'appartenance aux classes moyennes et la préoccupation environnementaliste. « La nature est à la fois un terrain de lutte et un espace d'affirmation pour les identités collectives». Pour J.Fabiani [9], "il ne faut pas évacuer la question de la différenciation sociale au motif que la sensibilité post-matérialiste est le fond commun de la culture occidentale". "L'amour anglais pour la nature associe de manière complexe des valeurs de classe, de références religieuses et une relation sensible aux mondes naturels". J. C Chamboredon (in [9]) a montré que dans le cas de la France, l'avènement contemporain de la nature comme « pure nature » est issu d'un long processus indissociable de l'histoire économique et sociale de la campagne et des relations entre mondes ruraux et urbains. En montrant que les usagers réguliers des forêts périurbaines de la région parisienne avaient les mêmes caractéristiques sociales que les consommateurs de biens culturels « nobles » B.Kalaora (*Le Musée vert*, l'Harmattan, 1993) conclut que les formes de consommation de la nature sont socialement stratifiées. "Une autre forme de classe moyenne aurait constitué progressivement une forme de relation ascétique, contemplative et écologique à la nature. Cette classe moyenne serait caractérisée par des individus dont les ressources intellectuelles sont supérieures à leurs ressources économiques". Les années 80 voient émerger une tentative de mettre en relation l'émergence de ces couches moyennes avec le développement des revendications environnementalistes. "La relation dominante aujourd'hui est inséparable de nouvelles représentations orientées vers des valeurs qui ne sont pas étrangères à un ethos de classe" [9]. Le développement de la sensibilité à l'égard de l'environnement peut être mis en relation avec une culture esthétique et politique de groupes sociaux urbains dont les activités sont souvent liées à la médiation culturelle. Cette sensibilité

* Voir les français et l'environnement, de P. Collomb. Travaux INED, PUF, 1998.

fait coexister des représentations optimistes ("impression de créer de nouveaux styles de vie, certitude d'être dans le bon combat éthique") et des représentations apocalyptiques de l'avenir (épuisement des ressources) qui expliquent partiellement les fluctuations permanentes de la mobilisation environnementale.

Paul Watzlawick, de l'Ecole de Chicago, écrit dans *La réalité de la réalité* [23], "notre vision quotidienne de la réalité, nous passons notre vie à l'étayer, fut-ce au risque de modifier notre définition du réel". Il existe, selon lui, différentes versions de la réalité issues des efforts de communication. Il constate que, bien que la majorité des gens se sente concernée par l'environnement, peu s'en informent réellement : un sondage réalisé en 1990 a révélé que les Européens estimaient pour 71% d'entre eux que la protection de l'environnement était l'un des principaux problèmes à régler avant même la pauvreté ou le chômage [18]. Mais seulement un Européen sur cinq établissait le lien entre l'utilisation de combustibles fossiles (donc l'utilisation de leur véhicule) et le réchauffement de l'atmosphère. D'après J.P. Lepetit [18] "le manque d'information (ou l'excès d'informations superficielles) conduit encore de nos jours le public à mélanger diverses questions comme les pluies acides, le trou d'ozone et l'effet de serre".

II. Comment les différents acteurs sociaux réagissent-ils face au changement climatique ?

Le changement climatique est le risque environnemental global par excellence. Il est né d'une augmentation des émissions des gaz à effet de serre due à l'ensemble des habitants de la planète. Chaque individu a un comportement de vie qui induit l'émission de ce type de gaz qu'il vive dans le désert de Takla-Makar ou à Paris, néanmoins, le mal ne revient pas également à chacun, certains comportements sont plus nocifs que d'autres (les émissions annuelles moyennes d'un Américain valent cinq fois celles d'un Indien). Tout le monde par ailleurs en subira les conséquences, même si, de même, elles ne sont pas également réparties : se dessine un avenir où ceux qui en souffriront le plus seront ceux qui émettent le moins (pays du "Sud"). Et de même, la sensibilité des individus face à ce phénomène est inégale et de même, leurs actions pour y faire face sont et seront différentes, aussi bien entre différents pays qu'au sein d'une même société. Comment expliquer de telles différences ?

Dans *Climate change and society* (10), Rosa et Dietz ont pour but une recherche de l'histoire intellectuelle permettant de comprendre la relation entre les changements climatiques et les changements dans les structures sociales. Deux voies s'ouvrent à eux : la voie neo-réaliste du constructivisme social et la voie neo-idéaliste. Dans cet article on trouvera, par ailleurs, ce que sont les antécédents culturels des pensées actuelles sur la relation entre le climat et les sociétés. Les auteurs cherchent à répondre aux questions : "quelles sont les réponses principales d'ordre social à la menace du changement climatique ? Quelles directions doit prendre la sociologie pour contribuer à faire comprendre la relation entre la société et le climat ? Enfin, quelle est la relation entre les activités sociales et le changement climatique ?". La conception neo-réaliste présuppose que le consensus scientifique affirmant l'existence d'un changement climatique est valable. L'orientation interprétative (une version du néo-idéalisme) est, quant à elle plus sceptique sur la certitude scientifique. Dans une première partie, l'article explicite les fondements scientifiques du changement climatique grâce aux rapports du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC). L'article étudie ensuite comment les structures sociales des civilisations passées ont pu être liées au climat (ex: émergence de la civilisation chinoise liée au climat asiatique). Les auteurs se demandent légitimement quels changements dans ces structures vont survenir avec le changement climatique ? Ils évoquent brièvement les antécédents historiques de la relation climat/société à travers Rousseau, Montesquieu, Huntington (1915: *Civilisation and climate*). Ils évoquent la thèse selon laquelle les changements dans les températures et le climat déterminent le flux de civilisation, thèse abandonnée en 1930 à cause de ses fondements déterministes (déterminisme racial, nationalisme et colonialisme). Un bref historique de la climatologie nous rappelle que G.Fourrier en 1820 "notait déjà que les vices de la civilisation dégradent le climat (ex: l'exploitation abusive du sol contribue à l'augmentation des températures)", Braudel et Leroy-Ladurie, qui ont recherché les événements climatologiques ayant conduit à la chute du féodalisme et à la guerre du système social moderne, avaient noté que l'année 1690 avait été la plus froide du millénaire. Mais, d'après Rosa et Dietz, "les formes diverses du monde actuel rendent difficiles les analogies avec le passé et le nouveau challenge de la sociologie est de développer les orientations capables de s'exporter aux différents contextes écologiques tel que le changement climatique". Le changement climatique (CC) a attiré une variété d'orientations en recherches sociologiques mais elles peuvent se diviser en deux catégories. Dans la catégorie néoréaliste, le CC est vu comme un stimulant pour accroître la connaissance des écosystèmes humains. Les questions de cette catégorie sont: quelles sources anthropiques (modèles et théories) ? et quel impact du CC sur les sociétés ? Pour la catégorie interprétative la question principale a trait à l'émergence du CC comme problème social. Quelles conditions sociales et quels acteurs ont créé cette préoccupation ?

Il existe des programmes de recherche néo-réalistes propres au CC qui cherchent à répondre à la question : pourquoi existe-t-il des différences nationales dans les émissions ? L'orientation neo-réaliste prend la méthode de l'écologie et y rajoute un peu de sociologie et produit des résultats empiriques, points de départ pour les débats disciplinaires. Cette méthode a mené au programme IPAT(1970). Ce programme fait appel à la formule:

$$I(\text{Impact sur l'environnement}) = P(\text{population}) * A(\text{affluence, ex: PIB/hab}) * T(\text{terme évaluant la technologie})$$

T est un facteur sociologique. La recherche sur les forces du changement environnemental équivaut à rechercher pourquoi T varie avec les pays et avec le temps. Ce modèle rend la relation entre l'impact et la population proportionnel ce qui n'est valable. En 1980 est venu STIRPAT (stochastic impact by regression on population affluence and technology) qui consiste en une désagrégation de P, A et T et une utilisation de méthodes de régression pour estimer et tester les hypothèses. STIRPAT encourage le fait de considérer les facteurs culturels, politiques et les institutions comme influents sur l'impact environnemental. Par exemple, pour certains problèmes environnementaux, le nombre de foyers est plus parlant que la population totale comme facteur à prendre en compte (ex, émissions de CO₂). Un résultat de STIRPAT pour le CC fut la découverte de la réduction des économies d'échelle d'émissions pour les grosses populations : les pays à grande population ont un impact disproportionné sur les émissions de CO₂ (Dietz et Rosa, 1997).

Il faut d'avantage comprendre ce qui pousse aux réductions des émissions que les éventuels impacts du CC. "La demande pour un environnement de qualité est forte partout donc la thèse d'une demande plus forte expliquant des impacts plus faibles n'est pas valable". Serait-ce les facteurs institutionnel ? L'infrastructure technologique et capitale ? Les valeurs environnementales ? Dans le cadre de la méthode interprétative, il existe aussi deux approches pour le CC. La première souligne les incertitudes liées au CC (remise en question de l'autorité sociale du savoir scientifique) et s'intéresse au contexte politique, social et historique qui a porté le climat comme problème de nature scientifique et, plus tard, à la reconnaissance du public. Cette méthode commence par montrer les limitations du discours scientifique dominant et ouvre la porte à des recherches alternatives. Puis, elle étudie les formes sociales et politiques qui créent le savoir scientifique et les réponses du publique. Selon elle, les incertitudes des modèles climatiques rendent moins crédible l'annonce d'un changement climatique.

Mazur, Allan et Lee, dans *Sounding the global alarm, environmental issues in the US national news* [11] montrent que le changement climatique a atteint le public grâce à une promotion active de scientifiques influents, grâce à la réception des médias sur ces efforts, et grâce à son adéquation avec une préoccupation environnementale. Comme cette prise en compte est essentiellement due aux médias, "il est probable qu'avec la diminution de couverture par les media sur ce sujet, la préoccupation risque fort de diminuer aussi indépendamment de la validité du savoir scientifique".

Ungar [12] montre comment l'appel des scientifiques se transmet au public, mais avec une accentuation sur une autre variable que les médias: la peur. "Pour attirer l'attention, il faut provoquer une peur sociale réelle". C'est comme cela que la sécheresse de 1988 a su attirer l'attention sur les changements climatiques, attention que des années de recherche n'avait pas réussi à attirer.

D'après Mazur et Lee [11], le public sera concerné par le CC en fonction des événements extrêmes réels que l'on mettra directement en relation avec l'effet de serre.

Dans l'article *Climat inquiétant, du Gard au Québec* [12], J.Epstein retrace les recherches menées par des sociologues sur la perception du réchauffement climatique dans le Gard et au Québec. Dans les années 90, ces chercheurs ont tenté de saisir "les attitudes et opinions d'individus dans le présent, leur degré d'information et leurs observations sur un éventuel changement" du climat chez eux. La recherche consistait aussi à savoir si les habitants souhaitaient agir contre la pollution et ce qu'ils pensaient des politiques gouvernementales liées au sujet ? Le choix des lieux de l'étude s'est porté sur le Gard et sur le Québec car ce sont des endroits économiquement dépendants du climat (ski, vigne). Dans le Gard, la pollution de l'air est perçue comme lointaine et abstraite. Les gens n'observent pas de changement à part peut-être un adoucissement des hivers. Ils constatent des dérèglements climatiques plus que du réchauffement. Certains observent un ciel "moins bleu". C'est plutôt la terre et la pollution des cours d'eau qui retiennent leur attention. Le manque d'eau n'est pas vu comme dû à un manque de pluie mais à l'implantation de nouvelles demeures ou de cultures différentes. Ils ont des vues stéréotypées de l'avenir, imaginent des "terres devenues infertiles". Ils perçoivent mal les possibilités d'action individuelles et collectives mais sont prêts à changer leurs habitudes. Beaucoup comptent néanmoins sur les ministères pour diffuser l'information et pour imposer des mesures et la confiance envers les scientifiques est ambiguë. Au Québec, on cherche des explications à la diminution de la neige. Il y a une demande accrue de neige due à une impression de manque (de plus en plus de skieurs donc besoin de plus de neige!). Les habitants voient le lien entre risques globaux et actions locales mais n'identifient pas

les risques liés aux actions. La volonté d'agir est là. Mais ils en restent à de la protection individuelle (crème solaire, recyclage des déchets pour le symbole). Les gens sont sceptiques quant à la volonté d'agir des responsables. Dans l'ensemble, ces habitants sont prêts à croire au pire et disent qu'ils s'y adapteront, ce qui est la preuve d'un fatalisme ou d'un détachement.

Les contextes du Gard et du Québec sont différents mais on y trouve des attitudes semblables. Cette recherche a été faite avec une volonté d'impliquer les individus interrogés. Mais d'après ceux-ci, le climat est devenu institutionnel, et doit donc être traité par des institutions. Des changements climatiques sont constatés, des risques redoutés. Mais les individus ont du mal à relier leur quotidien à ces enjeux. Ceci semble dû au manque d'informations et de moyens. Les enquêtes montrent par ailleurs que les gens ont des perceptions subtiles du climat avec leurs souvenirs et leur vécu et que leur savoir empirique se révèle être un bon indicateur des dérèglements climatiques.

G.Marshall, qui ne fait pas partie du monde de la recherche a écrit un article très intéressant sur les raisons de l'apathie sociale face au changement climatique [14]. Selon lui, "l'apathie règne face au changement climatique et comprendre les raisons de cette apathie est crucial pour mobiliser le public". Au fur et à mesure que l'auteur a vu défiler dans la presse des articles sur le changement climatique, il en est venu à se demander comment les gens pouvaient rester sans réactions. Sa première hypothèse consiste à penser que le problème était tellement conjecturel que personne ne peut vraiment y croire. Mais une autre hypothèse se présente vite à lui : "les gens peuvent bien accepter la vérité sur ce qu'on leur dit sans accepter ses implications". Dans son livre, « States of denial » (*les états du refus, comprendre les atrocités et la souffrance*) S.Cohen défend l'idée que cette capacité de reniement d'un niveau de conscience est une situation normale dans une société où les gens sont sur-informés. "Loin d'être conduit à accepter la réalité, les gens sont amenés à s'éjecter de la réalité." Mais pour renier quelque chose, il est nécessaire d'accepter sa réalité et ses implications morales. C'est un état simultané de savoir et de non-savoir. Pour le changement climatique, c'est cette réaction : les gens reconnaissent tout son importance et sa priorité (voir sondages) mais peu agissent pour remédier aux causes. "Les circonstances qui créent un événement sont toutes uniques (et pour la CC d'autant plus qu'on a une seule terre et c'est la première fois qu'on en est tous responsable, etc) et l'on ne peut donc pas faire de comparaison valable avec le passé. Mais nous pouvons dessiner un certain processus psychologique qui est bien pertinent dans le cadre du changement climatique"[14]. Nous pouvons nous attendre à une absence de reconnaissance sociale généralisée lorsque qu'un événement est si différent que les gens dans l'ensemble n'ont guère les mécanismes structurels pour l'accepter. Nous pouvons bien sur accepter intellectuellement l'évidence du changement climatique mais nous trouvons cela très difficile de nous sentir responsable d'un crime d'une telle énormité. (Nous cherchons à refuser le crime pour refuser notre responsabilité ?).

La plus évidente preuve de notre refus c'est notre non reconnaissance d'une dimension morale avec des prédateurs identifiables ainsi que des victimes. Le terme changement climatique lui même ne fait pas ressortir la dimension morale du phénomène. Il existe des théories psychanalytiques qui explicitent les voies humaines existantes pour résoudre ce conflit intérieur : refus net et furieux du problème (psychotic denial), chercher des échappatoires (acting out), comportement délibéré d'accentuation du phénomène (reaction formation), déplacement du problème, suppression du problème (et des informations le concernant). Comme les impacts du CC s'intensifient, il est à prévoir que les gens adopteront de nouveaux comportements collectifs. Une des conclusions de ce passage est donc que le refus ne peut pas totalement se soigner avec de l'apport de diverses informations, davantage d'information risque aussi d'intensifier le refus. Une seconde conclusion est que le manque de réponse publique alimente la part auto-justificative d'où émane l'attitude de passivité. « Si c'était aussi sérieux, il y aurait bien quelqu'un qui ferait quelque chose » [14]. Trente ans plus tard, nous avons toujours plus d'information mais toujours aussi peu de réactions. Les gens ne feront jamais spontanément et d'eux même quelque chose à moins qu'ils ne se voient appuyés d'un support social et de la validation des autres. Les gouvernements, pour leur part, seront toujours aussi muets tant que les gens n'auront pas demandé de réponse. "Pour que la société se mobilise sur le climat, il faut un consensus social et une détermination collective traditionnellement vus en temps de guerre, et cela va demander une mobilisation de toutes les classes et de tous les secteurs de la société"(14).

L'article *Public views of global warming in cross national context* [25], de Riley E. Dunlap, expose et analyse les résultats d'une enquête menée en 1992 sur six nations (Canada, USA, Mexique, Brésil, Portugal et Russie) "qui avait pour objectif d'explorer les perceptions du publique sur les changements climatiques". Il ouvre une discussion sur la possibilité qu'un problème aussi complexe soit compris en détail par le public et "s'il est utile pour la prise de décision des mesures politiques, que le public comprenne le problème dans les détails". Selon l'auteur, peu d'efforts ont été faits pour rechercher la manière dont le public percevait le changement climatique. Dans l'émergence de "la société du risque" (Beck, 1992), il devient fondamental que la sociologie s'intéresse à ce phénomène. Les résultats de l'étude montrent que les gens essaient de donner sens au réchauffement climatique en l'incorporant dans les choses

qu'ils connaissent déjà concernant l'environnement, et qu'en général, beaucoup de confusions apparaissent. Les enquêtés se sentent réellement inquiets et concernés par le changement climatique mais avouent ne pas bien comprendre le phénomène. Ils méconnaissent en général les causes du changement climatique (ils le confondent volontiers avec l'ozone ou la pollution de l'air). Les perceptions du CC semblent être en relation avec des variables telles l'âge, le sexe, l'éducation, le lieu d'habitation. Mais de telles variables risquent d'être peu facilement interprétables car de précédentes recherches ont montré que les attitudes face à l'environnement variaient peu en fonction de la position sociale des individus. Bien que les CC soient vus comme un problème sérieux, il ne ressort pas comme le plus grave problème environnemental dans les enquêtes. Ce sont plutôt la couche d'ozone et l'exploitation de forêts tropicales qui sont perçues comme tel, car "la couche d'ozone" est vue comme un problème plus scientifiquement fondé et plus menaçant que le CC.

Dans un article intitulé *Changements climatiques, le jeu de la controverse scientifique*, M.Mormont [16] retrace son objectif de suivre l'émergence du problème de l'effet de serre dans différents médias en Allemagne, France et Belgique. Il analyse des modes de communication entre les scientifiques, les associations et la presse sur ces questions là. Ses hypothèses sont :

- "En situation d'incertitude, la connaissance publique dépend des interactions entre les acteurs susceptibles de porter cette question dans l'espace public" L'incertitude crée des dilemmes chez les scientifiques ; ainsi leur questionnement devient : parler ou ne pas parler du risque ?
- Il est difficile d'expliquer l'incertitude en termes simples alors que les médias recherchent l'événement.
- Un scientifique peut dans ce cas être accusé de faire valoir ses recherches
- Il existe un risque de rupture avec la communauté scientifique (elles sont hiérarchiques).
- Il existe un risque d'exagération du problème par le passage par la médiatisation. Les scientifiques doutent de la capacité de la société à changer, à s'adapter à leur messages. [" Le chercheur module alors son message en fonction de l'anticipation qu'il fait des réactions de la politique et de la société". p 235] et p 236 : " Les médias tendent à dramatiser, à construire des histoires qui opposent des adversaires". Il a été montré que ce débat médiatique est beaucoup plus nourri s'il a été par d'autres acteurs.

Jancovici [21], a bien expliqué ceci : "le fait qu'il existe des controverses et qu'elles soient accentuées par les médias conserve le doute quant à la véracité du risque par la société." La peur des médias conduit à s'en écarter et ceux ci deviennent d'autant plus libres de propager des erreurs. Scientifiques et associations ont peur des médias mais ils les autorisent pour divulguer des informations sur le long terme. Médias et scientifiques attendent des associations qu'elles critiquent les pouvoirs en place mais limitent leur rôle à cette fonction critique qui doit de plus en plus être contrebalancée par un réalisme des politiques possibles. Les médias et les associations ont une même vision de la recherche comme désengagée ou trop soumise à des intérêts particuliers mais ils en attendent une connaissance objective. Ce jeu de connivences et d'interactions réciproques fait le ressort de la communauté. En Allemagne, la procédure de délégation d'un chercheur pour communiquer permet de maintenir la cohésion de la communauté scientifique et de stabiliser certains messages de référence pour le public. Le fait qu'ils soient représentés au parlement permet d'élaborer en commun des scénarios politiques [16].

M. Willeniss [1] montre dans un article de 1996 qu'il existe une forte corrélation entre les facteurs socio-culturels tels que intérêts politiques, réseaux sociaux, règles culturelles et actions relevant du problème climatique. Il a procédé à une enquête. Les groupes interrogés sont au nombre de 5, ils se divisent en : mouvements civiques, responsables environnement dans les industries, parlementaires du « environnement protection comitee », journalistes scientifiques, fonctionnaires qui font les normes de protection environnementale. Dans l'ensemble des groupes le climat est vu comme le risque environnemental majeur, même si il est suivi de près par l'augmentation démographique chez les élites techniques et économiques. Pour l'élite politique et administrative, le climat gagne haut la main.

Résultat des interviews:

- certains luttent contre le changement climatique car ils recherchent un basculement culturel.
- même le plus radical des protocoles ne ferait pas disparaître l'effet de serre anthropique.
- le dogme de la croissance économique est vu comme un obstacle aux améliorations du changement climatique.
- la majorité des "experts" se positionne en faveur d'une modification adaptative avec renforcement de l'usage de l'énergie nucléaire.
- une minorité se positionne en faveur d'une modification radicale du mode de vie revendique la réduction de la consommation d'énergie. Différents points de vue apparaissent sur la place de la technologie comme solution ou moyen...

Là encore, les gens ont tendance à confondre différents problèmes (ex : couche d'ozone-effet de serre: il veulent utiliser des substituts de CFC pour combattre le changement climatique). L'auteur conclue qu'il existe un certain réductionnisme dans la manière dont sont compris et vus les problèmes environnementaux. "Ce réductionnisme

apparaît surtout quand les références aux causes sociales et politiques sont faibles".

Dans leur ouvrage *L'Effet de Serre : allons-nous changer le climat ?* Le Treut et Jancovici estiment que « le temps presse, la très grande majorité des scientifiques concernés estime que le changement climatique au cours du siècle à venir ne peut être évité ». « Mais il est encore possible d'atténuer, (ou hélas d'augmenter) la vitesse et l'intensité de cette évolution" (p 8). Maintenant que le changement climatique est admis, les nouvelles questions sont : quel coût humain et financier ? A quel niveau doit-on limiter ses émissions ? Quel seuil doit-on se permettre pour quels efforts ? Comment comparer les impacts des différents formes de pollution ? La communauté scientifique ne peut se substituer aux citoyens à qui reviennent en dernier lieu les décisions à prendre. « Le choix est de nature éthique, affective et ces questions vont au-delà d'un arbitrage purement technique ». (p 8)

Louis Guay, du département de sociologie de l'université de Laval, explique que plusieurs types de solutions pour limiter le changement climatique existent : technique, institutionnel, comportemental. Un de ses articles [24] cherche à examiner la nature de ces solutions . En quoi sont-elles réalistes et acceptables du point de vue social ou environnemental. Quels changements dans les rapports humains à la nature peuvent-elles susciter ? Certaines solutions techniques ont pour but d'empêcher une partie des radiations solaires de pénétrer l'atmosphère (installation sur des orbites terrestres de panneaux réfléchissant vers le cosmos des rayons solaires, épandages dans la stratosphère de nuage de poussière, stimulation de la formation de nuage par la production de soufre). Pour l'instant ce ne sont que des projets...On imagine aussi de séquestrer dans le sol les GES ou le reboisement à grande échelle. Il existe une gamme quasi inépuisable de solutions techniques : économies d'énergie, efficacité dans les transports, changement dans l'organisation des déplacements. « Il faut cependant éviter de déplacer dans le cycle de production complet, les problèmes d'une étape en aval à une autre en amont ». A l'échelle mondiale, les prévisions annoncent que le pétrole et le charbon demeureront les premières sources d'énergie, donc rien de bon à l'horizon en l'absence d'autres solutions.

S'agissant des solutions institutionnelles : « il ne faut pas oublier que tout l'ordre fiscal est un ordre politique négocié, beaucoup ont intérêt à maintenir, s'ils en profitent et s'ils se sont battus pour en obtenir des avantages, la structure sociale existante ». Les agents économiques seront portés à modifier leur comportements en présence d'incitation, notamment fiscales ou monétaires. "Il n'est pas sur que la fiscalité gouvernementale soit actuellement conçue pour provoquer des changements vers des pratiques plus soucieuses de protéger l'environnement". Si, en principe, les taxes vertes font du sens, il est à prévoir que leur implantation soit lente comme le prouve leur faible implantation trente ans après la prise de conscience de l'urgence de l'action environnementale. "Il faut que les objectifs à atteindre soient clairs, et qu'ils ne soient pas soumis à l'arbitraire" (de la recherche ?). Les décisions sur la manière de respecter la réglementation doivent être laissées à l'entreprise. Par ailleurs, les permis à polluer échangeables ne sont pas vus comme une solution juste. "Des critiques ont fait observer que, si l'échange de tels droits se développait, la pollution deviendrait acceptable alors qu'on vise à la condamner et de plus, ce système risque de créer des situations d'inégalité entre le Nord et le Sud".

Louis Gay nous rappelle que « tout porte à croire que les actions environnementales qui ne sont pas entreprises aujourd'hui seront plus onéreuses plus tard ».

Conclusion: solutions comportementales et éthique

Pour plusieurs auteurs, la seule véritable manière de protéger l'environnement et ses ressources, c'est de réduire la consommation des habitants de la terre par une diminution de la démographie et de l'appétit de consommation. Si les gens, selon des enquêtes menées au Nord et au Sud sont tous préoccupés par la question environnementale, ils divergent sur la manière d'y faire face. Selon Daniel Boy [33], "l'idée selon laquelle le développement scientifique conduirait à un avenir meilleur est sérieusement remise en cause". Il y a pourtant une contradiction entre la volonté d'agir pour protéger l'environnement et l'absence de décision individuelle de réduire sa propre consommation. Car comment s'assurer que son action ne sera pas contrebalancée par celle d'un autre dans l'autre sens ? Peu de personnes ou de nations sont prêts à se sacrifier pour une cause commune juste. Des réflexions éthiques récentes se sont penchées sur ces questions et elles nous amènent à repenser nos rapports à la nature. En effet, le respect de l'environnement devrait être une valeur en soi, et non pas un intérêt fluctuant au gré des envies et des besoins. C'est le cas dans bien d'autres cultures, comme la culture indienne par exemple. Certains des auteurs qui ont servi de support à ce mémoire bibliographique pensent que l'éthique peut apporter une solution pour le problème de l'effet de serre, mais en comptant sur une modification de nos valeurs et de notre conception de notre place en ce monde. En somme, tout un programme!

Bibliographie

- [1] M. Willeniss, *The menace of global environment change*, Acta Sociologica, journal de l'association scandinave de sociologie, vol 39, pp 210-224, 1996.
- [2] P. Rowniko, *Local environmental conflict and the change in environmental consciousness*. Acta Sociologica, vol 39, pp 5-18, 1996.
- [3] Rolf Lidskog, *In science we trust*, Acta Sociologica, vol 39, pp 32-54, 1996.
- [4] Gilles Malaussena, *Le local et l'environnement*, mémoire de DEA 1999, Science-po, 2000.
- [5] Manuel de sociologie, Cuvillier, Armand, PUF, 1970.
- [6] Didier Poussin, *Sociologie : définitions, champs, concepts*, ASH Etudiants, 2000.
- [7] George Hatchuel, *Dans l'opinion, une préoccupation généralisée depuis dix ans*, L'environnement question sociale : dix ans de recherches pour le Ministère de l'environnement / ouvrage collectif coordonné au CREDOC [Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie], par Michel Boyer, Guy Herzlich et Bruno Maresca, Bernard Guibert, Martine Berlan-Darqué, O. Jacob, 2001.
- [8] D. Bourg, *Le nouvel âge de l'Ecologie*, LE DÉBAT, N° 113, janvier - février, pp 92-104, 2001.
- [9] J. Fabiani, *Environnement et groupes sociaux*, L'environnement question sociale, O. Jacob, pp 41-50, 2001.
- [10] Rosa et Dietz, *Climate Change and society*, International sociology, vol 13 n4, pp 421-455, dec 1998.
- [11] Mazur, Allan et Lee, *Sounding the global alarm, environmental issues in the US national news*, Social studies of science, vol 23, pp 681- 720, 1993.
- [12] Ungar, Sheldon, *Social scares and global warming: beyond the Rio convention*, Society and natural resources, vol 8, pp 443-56, 1995.
- [13] Judith Epstein, *Climat inquiet, du Gard au Québec*, L'environnement question sociale, O. Jacob, pp 245-250, 2001.
- [14] *The psychology of denial : our failure to act against climate change*, The Ecologist, 22/10/2001.
- [15] Olivier Godard, *Les permis négociables : option crédible en France ?* L'environnement question sociale, O. Jacob, 2001.
- [16] Marc Mormont, *Changements climatiques, le jeu de la controverse scientifique*, L'environnement question sociale, O. Jacob, 2001.
- [17] Roqueplo Philippe, *Climats sous surveillance : limites et conditions de l'expertise scientifique*, Economica, 1992.
- [18] J.P LePetit, *L'effet de serre*; Interditions, 1992.
- [19] G. Mégié, *L'Etat de l'environnement dans le monde*, La Découverte, p345, 1993.
- [20] Epictète, *Ce qui dépend de nous*, Arléa, 2001.
- [21] Frédérick Vandenberghe, *Introduction à la sociologie [cosmo]politique du risque d'Ulrich Beck*, Le MAUS: chassez le naturel, n°17, pp 24-39, 2001.

- [22] Le Treut, Jancovici, *L'effet de serre : allons-nous changer le climat ?* Domino, p 8, 2002.
- [23] Paul Watzlawick, *La réalité de la réalité, confusion, désinformation, communication*, Points, 1984.
- [24] Louis Guay, *L'applicabilité sociale des solutions visant à parer au réchauffement climatique*. Internet, site du département de sociologie, université de Laval, 2001.
- [25] Riley E. Dunlap, Lay perception of global risk, *Public views of global warming in cross national context*, International sociology, vol 13, n°4, pp 473- 492, decembre 1998.
- [26] Bruno Maresca, *L'exigence écologique, de l'adhésion à la pratique*, L'environnement question sociale, Odile Jacob, pp106-115, 2001.
- [27] M.Redclift, C.Sage, *Global environment change and global inequality*, International sociology, pp 498-518.
- [28] A.S Weinberg, *Environmental society and the environmental movment*, American sociologist, pp 31-56, 1994.
- [29] B. Conein, *Le sociologue dans la nature, pourquoi pas ?* LE MAUSS: chassez le naturel, n°17, pp 293-301, 2001.
- [30] Kate Soper, *Ecologie, nature et responsabilité*, LE MAUSS: chassez le naturel, n°17, pp 71-93, 2001.
- [31] Courrier de la planète, Global Chance, Changements climatiques, *les politiques dans la tourmente*, N°61, 2001.
- [32] Robert Crépeau, *Une écologie de la connaissance est-elle possible ?* Anthropologie et société, vol 20, n°3, pp 15-32, 1996.
- [33] Daniel Boy, *La science et la culture, deux mondes ?* Cahiers français, science et société, n°294, pp24-30, 2001.

Entretien avec B., le 17 juin 2002.

Brève présentation du sujet.

M: pour toi, qu'est ce qui fait que les gens ne réagissent pas aux changements climatiques ?

B: eh bien , il y a plusieurs raisons déjà. Je pense que la plupart des gens est au courant maintenant. Les jeunes le sont trois fois plus que les gens de mon âge. C'est quand même dans l'air du temps. Je pense que moi, quand j'avais 20 ans, l'information était moins importante parce qu'il y avait moins de médias, mais aussi parce que tous ces problèmes écologiques etc étaient réservés d'avantage aux scientifiques, il y avait tres peu de gens qui étaient au courant. Et puis je pense que même au niveau des industries, de la recherche, il y avait probablement tres peu de gens qui s'occupaient de ce problème alors que maintenant, beaucoup de gens s'en occupent. Les jeunes s'informent plus que les vieux sur ces sujets car c'est un sujet d'actualité plus récent.

La société ne sait pas comment faire non plus et parce que les pouvoirs publiques n'exigent rien d'elle. Et les normes non plus. Nous on peut réduire notre facture d'électricité en mettant des doubles vitrages, en faisant des économies d'énergie, etc mais c'est plus pour notre porte-monnaie que pour le bienfait de la planète. On sait depuis tres longtemps que les voitures GPL sont moins polluantes, pas cher... Mais tu as tres peu de voitures qui sont équipées au GPL, alors pourquoi est-ce qu'on fait une surenchère au niveau de la puissance du confort de la ventilation, maintenant toutes les bagnoles sont au top et tu as une bagnole sur toute la série qui est équipée au GPL ? Pourtant il y a une réduction d'impôts, alors pourquoi est-ce que les gens ont tous au diesel ? Non, c'est vrai qu'il y a une contradiction.

Il n'y a peut-être pas assez de choix dans les informations. Je sais que j'avais fait le choix d'une GPL, mais c'était plus par soucis d'économie. C'est vrai qu'il n'y avait pas le modèle que je voulais et du coup je me suis rabattue sur une essence. Il y aurait du GPL dans toutes les catégories, je pense que les gens en achèteraient plus, et puis, il n'y a pas des pompes partout...

M: ca veut dire que les gens font passer leur confort avant ...

B: bien sur, mais ce n'est pas avec la politique de dire "après moi le déluge" car on a tous des enfants, des petits enfants; Mais je crois que c'est quand même assez difficile pour l'homme de voir au-delà d'une ou deux générations. Même s'ils savent que c'est pour leur propre sort.

La tempête, les inondations de la somme ca a marqué les gens. Ils sont conscients qu'il y a des changements mais il y a des petits vieux qui te disent, je me souviens il y a 40 ans, les inondations...C'est vrai que des cataclysmes comme cela, il y a en a assez régulièrement; Alors, est-ce que c'est lié au changement climatique, c'est vrai que nous, le grand public, on ne sait quand même pas grand chose.

M : Les scientifiques ne pourront jamais affirmer cela avec précision; est-ce que la population attend des scientifiques qu'ils soient précis et affirmatifs?

B : Non, mais je pense que si tous les scientifiques sont d'accord. Dans les découvertes de la science tu as toujours des thèses et dans antithèses, tu as des choses contradictoires dix ans après. en médecine, ca se vérifie tout le temps, une école te dis il faut ca pur la cicatrisation ,e t dix ans après on te dit il ne fallait pas faire comme cela, il faut faire comme ca.

M : En environnement, on fait appel au principe de précaution. Il faut agir par précaution plutôt que attendre que ce soit trop tard.

B : Bien sur. Mais moi je pense que les gens ils attendent qu'on leur dise les choses. Des pays comme en Autriche, où tu as dix poubelles par foyer, il y a quelques communes en France où ils le font. Les gens ils le font correctement a partir du moment ou on leur a donné une bonne information, on leur a donné les moyens pour le faire...

M : Le problème c'est qu'il faut d'abord que les politiques leur dise de le faire, mais eux ne le diront pas s'ils n'y voient pas intérêt.

B : C'est grave de dire ca, ca veut dire que les politique sont tout le temps intéressés.

M : C'est comme ça.

B : Oui mais ca ce n'est pas normal. Ils peuvent tenir le discours : je vais réduire vos impôts, l'insécurité mais aussi j'ai à cœur de réduire la consommation énergétique, protéger l'environnement.

M : Mais ca ce veut dire que la croissance baisse, et les gens ne sont pas prêts pour ca non ?

B : Il faut trouver des substituts.

M : Il y en a, regarde, il existe des lampes basse consommation qui peuvent remplacer les halogènes.

B : Alors pourquoi les halogènes sont encore en vente?

M : C'est que les gens en achètent.

B : C'est vraiment un cercle vicieux tout ca.

M : J'ai interrogé des scientifiques des gens du gouvernement, et à chaque fois, ils pensent que c'est au citoyen de demander, de bouger. Mais le citoyen pense que c'est au politique et au chercheur de le faire.

B : Mais si déjà au niveau de la décentralisation ca pouvait marcher, au niveau local, après ca au niveau régional, on pourrait peut être avancer a ce niveau la. Il faut investir les députés, les élus locaux, et puis après cela, les politiques, ils seraient peut-être au pied du mur parce que si tous les gens de leur camp finissent par leur dire : ma population elle attend que j'agisse sur ce problème...

M : Oui c'est vrai, mais comment fait-on pour influencer un maire ou un député ? Si les gens ne se mobilisent pas on ne peut pas.

B : Oui, c'est vrai, il faut qu'ils soient concernés, qu'ils soient lucides ,mais alors est-ce que la plupart a le temps de penser à tout cela alors qu'ils rament, ils ont 4 chiards à élever, je sais pas. C'est un grave problème, moi je n'ai pas la solution. Mon cas personnel, j'ai des halogènes, j'ai une voiture puissante, je fume;.. ! c'est vrai que ce ne me dérangera pas de changer mes ampoules, d'investir...

M : Est-ce que tu vas le faire ?

B : Est-ce qu'il existe des lampes bougies; je ne m'y connais pas assez, bon effectivement, il faudrait que je m'informe.

M : Si je ne t'avais jamais parlé, tu ne te serais jamais informée ?

B : De moi même ? Je ne sais pas, (non) peut-être parce que j'ai plein de sujets de curiosité, qui sont peut-être plus égoïstes, la peinture, les musées, des trucs comme ça.

M : Alors comment aurais tu pu être amenée à t'informer ?

B : Par les médias, par des copains, les gens avec qui tu vis.

M : tu le vois dans le médias ?

B : oui, on en parle..

M : Tu ne t'es pas dit, tiens je vais aller me renseigner, tu ne t'es pas inquiétée ?

B : Si je trouve que c'est inquiétant quand même, mais c'est vrai que c'est un peu comme l'histoire de la cigarette, je sais que je fumes et que je risque un cancer, alors pourquoi est-ce que je continue de fumer ?

M : Tu as fait le choix.

B : Même pas car je sais que le jour où j'aurai mon cancer, je me dirai que j'ai été conne, et j'arrêterai de fumer. C'est un laissez-aller, c'est un manque de volonté. Le problème c'est de faire ça au long terme. C'est pas difficile de prendre une décision après une émission, tu vas te coucher et tu te dis, maintenant on va faire attention. C'est un travail de tous les jours, c'est comme arrêter de fumer, il y a un apprentissage, une éducation, un effort. Je pense que ça ne fait pas partie de notre culture, il faut nous changer, il faut que ça s'apprenne à l'école. C'est comme arrêter de fumer, j'ai la volonté mentale de le faire, mais la volonté physique. J'ai pas envie de lutter. Je ne suis pas sûre d'être plus heureuse après. C'est vrai que c'est un pari gagné sur soi.

M : Pour les changements climatiques, tu gagnes aussi une estime de toi et une économie de ta facture d'électricité ça ne te convainc pas ?

B : Oui, à condition de garder un confort similaire. C'est à dire que je veux me chauffer, m'éclairer. Mais diminuer, il n'y a pas de problème. Tu vas changer ta voiture?

J'ai pas prévu le budget pour changer de voiture. J'ai prévu cet achat pour l'instant. Ce n'est pas une priorité.

Manque de courage, d'information, d'éducation, il faut que ça soit inclus dans notre culture, il faut sensibiliser, il faut que les gens se groupent, on est trop individualiste, dans notre confort.

M : Il faut vous l'imposer ?

B : Pas forcément, car ça va ruer dans les brancarts. Et puis c'est aussi une question de coût. Tu vois les lessives par exemple, les machins sans phosphates. Pourquoi il y a 50 marques qui polluent et une ou deux qui polluent pas et qui sont plus cher. Au bout d'un moment, tu as l'impression d'être tout seul et tu crois que ça sert à rien. Alors tu arrêtes.

Entretien avec D. le 16/06/2002

Moi : Pourquoi la société ne réagit-elle pas aux changements climatiques ?

Denis : Je ne suis pas tout à fait d'accord, je trouve que la société réagit, maintenant les réactions individuelles elles, elles sont faibles. Après je pense quand même que c'est aux pouvoirs politiques de prendre en compte ce genre de choses, sinon on n'a pas besoin de pouvoirs politiques. Je pense que la société a conscience du phénomène, maintenant, comme c'est un phénomène lent, on ne se rend pas forcément compte de la gravité et surtout à quelle échéance il va y avoir un impact, maintenant si il doit y avoir des réactions, des choses à faire, je pense que le type d'actions qu'on doit mener, ce sont des actions qui sont au niveau politique.

Moi : Oui, mais les politiques réagissent en fonction de l'électorat et s'il l'électorat n'exige rien, les politiques ne réagissent pas.

D : Les politiques, ce n'est pas un problème d'élection, tu te fais élire pour faire quelque chose, après les politiques doivent mener des actions.

Moi : mais pourtant les politiques ne font rien

D : De toute façon, les solutions ne sont que politiques. Éventuellement on peut militer pour que la prise en compte soit meilleure. Mais le résultat ne peut être que politique et en plus au niveau mondial. Les citoyens, il faut qu'ils militent éventuellement et de telle manière qu'ils fassent comprendre aux politiques que c'est une préoccupation majeure et qu'il faut qu'ils proposent des solutions.

M : Est-ce que vous personnellement vous militez ?

D : Non, parce que je n'ai pas suffisamment conscience de la gravité de la chose, et puis parce que je suis philosophiquement très fataliste. Je considère que nous, l'humanité, nous sommes au niveau de l'univers un épiphénomène. Dérisoire.

M : On a quand même le pouvoir de faire sauter la planète.

D : Les hommes font partie du phénomène naturel.

M : C'est naturel que l'Homme détruise la planète ?

D : Je pense que l'Homme ne détruit pas la planète, l'Homme détruit une certaine idée de la planète. De toute façon, on fait partie de l'évolution, et l'Homme fait partie de l'évolution. C'est pour ça que je n'agis pas fondamentalement, oui. Parce que je pense pas forcément que mon action. Je ne suis pas sûr qu'une action qu'on pense bonne aujourd'hui, soit considérée comme

bonne dans 100 ou 50 ans. Il y a tellement de choses qu'on ignore et qu'on ne connaît pas. Les décisions qu'on peut prendre aujourd'hui ne seront pas forcément considérées bonnes dans 50 ans.

M : la destruction de la planète n'est pas un mal en soi ?

D : si elle doit se passer, elle se passera.

M : mais elle ne doit pas forcément se passer. L'Homme a la capacité de faire en sorte qu'elle se passe ou qu'elle ne se passe pas.

D : en vertu de quelle philosophie ?

Ca remonte tellement si tu veux. L'Homme détruit d'une certaine façon la planète, mais s'il le fait, c'est aussi pour améliorer son quotidien immédiat, donc en vertu de quoi on va décider qu'il faut sauvegarder certaines choses en faisant en sorte qu'il ait des gens qui vivent moins bien aujourd'hui pour que d'autres vivent mieux demain. C'est des questions, moi je n'ai pas de réponses là-dessus.

M : si l'on ne fait rien, les prévisions disent que les populations en souffriront

D : pourquoi pas, je veux dire tant pis. Si on fait quelque chose il y aura combien de personnes qui vivront comment, je n'en sais rien.

M : Si vous avez le moyen d'agir pour que dans cent ans ça ne soit pas comme ça ?

D : mais, il y aura quoi dans cent ans ? Le monde évolue, l'Homme évolue, les technologies évoluent, tout évolue. Donc la société elle sera comment dans cent ans ? Elle sera plus juste, plus égalitaire ? C'est pas uniquement le réchauffement climatique, c'est un ensemble.

Mais ce que je voudrais qu'on me dise c'est ce qu'il faut faire. S'il faut qu'on combatte contre l'effet de serre, il faut réduire la pollution, les émissions de gaz carbonique, c'est ça qu'il faut faire ? Et comment ? Donc diminuer le niveau d'industrialisation, donc faire en sorte que les pays non industrialisés qui ne bénéficient pas des technologies occidentales refusent de le faire parce que sinon, ça va aggraver.

M : d'abord s'occuper des pays occidentaux.

D : Oui, les pays occidentaux ils sont prêts à acheter (des droits à polluer). S'ils ne réduisent pas leur consommation, c'est qu'ils maintiennent leur avancée technologique qui est leur seule défense actuellement contre les menaces qui peuvent se passer. Aujourd'hui, il y a d'une part les pays riches, d'autre part, les pays pauvres. Les pays riches se protègent par une avancée technologie, par une avancée industrielle. si tu leur demande de réduire, ça veut dire que tu leur demande de réduire leur puissance industrielle donc de se mettre en péril. Quelque part, tu ne peux pas y arriver.

M: on ne leur demande pas une réduction technologique, mais une modification de leur mode de vie.

D: Ben oui, ça passe par une réduction de leur activité industrielle. S'ils peuvent produire autant, garder leur avance technologique et émettre moins, ils seront d'accord, le problème c'est que pour l'instant ils n'ont pas la solution. Ou alors, il y a un coût trop important. Pour l'instant, ils s'en foutent, ce qu'ils veulent c'est se protéger à court terme, eux. Contre des menaces. Parce c'est vrai qu'aujourd'hui, c'est toujours le même débat entre les riches et les puissants que les pauvres. C'est toujours la même chose: ceux qui sont riches et puissants se préservent contre ceux qui sont pauvres et nombreux.

C'est tout le débat, c'est qui contrôle les richesses de la planète. Aujourd'hui, il y a un système économique et libéral qui fait que les plus riches peuvent continuer à accroître leur avance et devenir de plus en plus riches au détriment des autres. donc, c'est pour ça que je dis que le problème est politique, si on n'arrive pas à trouver une autre organisation mondiale, on sera confronté au même problème, tant qu'il y aura la puissance absolue des américains, ils peuvent faire ce qu'ils veulent, et ils se foutent complètement de ce qui se passe derrière puisqu'ils sont prêts à acheter, à continuer de polluer et à acheter le droit de autres, alors..

M: les électeurs américains...

D: Les américains sont endoctrinés depuis toujours, qu'ils sont la garantie du monde libre, qu'ils sont les défenseurs du monde libre, qu'ils détiennent les vérités, qu'ils savent ce qu'il faut et que ce qui est bon pour l'Amérique est bon pour le Monde. Ils croient cela, comment veux tu convaincre les électeurs américains qu'ils sont en train d'arriver à la catastrophe et qu'ils sont en train de détruire la planète. Ils ne le croient pas. Ils ont l'impression que c'est un discours de propagande qui est là pour affaiblir l'Amérique.

M: il y en a qui pensent le contraire.

D: c'est encore très minoritaire.

M: Mais il faut que les électeurs soient conscients.

D: actuellement il est tellement facile de changer l'opinion des gens, avec de l'argent tu arrives à peu près à tout. Et tu désinformes les gens. Car les gens ils sont informés par quoi ? Si on leur dit que l'information qu'on leur donne est fautive ? Donc tu vas avoir deux informations: une : là on est en train de tuer la planète et l'autre non c'est être exagéré, ceux qui disent cela sont des révolutionnaires, des anarchistes, des je sais pas quoi tout ce qu'on veut.. la vérité c'est qu'ils veulent diminuer notre puissance, ils veulent vous affaiblir. Voilà, donc tu as les discours, les gens ils croient lequel ?

M: les gens sont capables de s'informer par savoir qui croire.

D: non ils ne s'informent pas, ils croient ce qu'on leur communique...moi j'essai et c'est pour cela que je te dis que je ne crois pas que la solution soit... Je pense que le problème est beaucoup plus

politique, il faut changer un certain nombre de choses qui feront changer les consciences qui feront qu'on pourra éventuellement envisager de...

M: alors comment fait-on pour faire prendre conscience ?

D: C'est difficile, il faut lutter contre la puissance de l'argent. Si tu regardes un individu normal, un individu normal, son objectif dans la vie c'est de vivre confortablement, d'être logé confortablement, d'être bien, et donc ils vont voter pour les gens qui vont leur permettre d'avoir ça, d'atteindre ça. Après le prix à payer c'est que la planète soit en danger, eux ils n'ont pas l'impression d'y contribuer. Si on leur dit, bah voilà il faut abandonner votre idée de vivre confortablement. Souvent c'est ça, l'enjeu est là. C'est leur impression. si on leur dit, vous allez vivre mieux, ils sont prêts à l'écouter, si on leur dit, vous allez vivre moins bien, ils sont pas prêts à l'écouter.

M: si on te disait que ce n'est pas forcément vivre moins bien, c'est modifier un certain mode de vie (et de gaspillage), est-ce que tu serais à le faire.

D: il faut me dire les trucs pratiques : si on me dit il vaut mieux prendre moins sa voiture et prendre plutôt une voiture à essence de telle marque parce qu'elles ont moins polluantes que...

je suis d'accord pour le faire, c'est des solutions pratiques à ce moment-là.

Si c'est des petits comportements quotidiens, des petits trucs,

M: oui, ça aiderait.

D: je ne suis pas sûr, hein. Je ne suis pas sûr que les solutions vraiment à très court terme... Mais il faut dire aux gens, si on leur dit...

M: les gens doivent se modérer.

D: mais je pense que c'est possible. Aux moments de la montée des prix du pétrole les gens ont changé de comportement. quand on leur dit de trucs simples, très simples, ça peut fonctionner.

tu sais, t'as quand même l'impression que si tu te retiens de monter ça diminue l'effet de serre. Tu as l'impression que c'est pas des trucs très importants. Mais tu sais, il y a des petits comportements individuels, quand on nous disait de mettre une brique dans la chasse d'eau, c on peut le faire. Effectivement, tu peux avoir conscience que si tout le monde fait la même chose, effectivement, ça peut avoir un impact. Je pense que les gens sont assez citoyens, quand on leur demande. Quand on leur demande intelligemment des trucs relativement simples, ils le font. trier les déchets, même en étant citoyens, dans certains cas, on comprend rien. Il suffit d'un peu de capillarité. Il suffit de le dire à une ou deux personnes qui le disent...

M: Pourquoi ça ne serait pas aux citoyens de s'informer ?

D: ils ne le font pas parce qu'ils n'ont pas l'impression que ce soit important, ils ont l'impression d'être une goutte d'eau dans un coin.

M: Et vous qui êtes au courant du problème, vous ne vous êtes pas dit tiens qu'est-ce que je pourrai faire ?

D: non, moi je me suis dit, si on me dit de faire ça, je le fais. Même si je ne suis pas convaincu que ça ait une importance. Le problème c'est une question d'échelle. On va gagner 5 ans, 50 ans... Si

vraiment la planète doit être foutue en l'air, c'est dérisoire le fait que ce soit dans 100 ans, dans 50 ans...

M: elle ne sera pas foutue, certaines personnes seront beaucoup touchées. ;

D: est-ce que sait vraiment, combien de personnes, comment ...

M: on sait pas exactement, on sait par contre que si on fait rien, ca risque d'être ennuyeux!

D; Si on ne fit rien ca risque d'être chiant oui mais si on fait quelque chose, on risque de gagner quelques années.

Avant on se fatiguait, on passait plusieurs heures par semaine à faire la lessive. Maintenant, on utilise des lessives polluantes, on consomme de l'énergie mais c'est moins fatiguant. est-ce que c'est un progrès ? Est-ce qu'il faut revenir en arrière ? Il faut repasser du temps à prendre le temps. Les gens ont pris l'habitude d'aller vers la facilité et de faire de moins en moins d'effort. Si on te dit il va falloir que tu repasses dix heures par semaine à faire la lessive, ca veut dire que ce temps là, tu ne le consacres pas à autre chose (à la réflexion, etc). C'est vrai que tu vas actuellement vers libérer l'homme de toutes les tâches de manière à ce qu'il soit moins sollicité, qu'il fasse moins de taches répétitives.

M: la solution n'est pas forcément par le retour en arrière.

D: tous ces efforts mènent à une population de plus en plus en plus nombreuse qui vit de plus en plus longtemps. Maintenant, c'est une philosophie, la vie est sacrée, il faut la prolonger au maximum, il faut qu'il y ait le maximum de gens qui vivent sur la terre. Ca c'est une philosophie; et éventuellement, on peut considérer que ce n'est pas forcément le but et qu'il faut qu'il y ait moins de gens, que les gens vivent différemment, moins facilement, c'est compliqué.

Je crois que la majorité des gens se sent responsable, se sent concernée, sont citoyens; Simplement, il faut que ce soit dit au bon niveau, c'est de l'information. je pense que quand on leur explique, ca marche bien. Il ne faut pas que ca aille à l'encontre de...Le problème, c'est ca, il faut avoir un discours simple, mobilisateur, si on arrive à me convaincre que le diesel est plus polluant, je n'achèterai pas un diesel. Je suis prêt à dépenser un peu plus d'argent si ca pollue moins. Je ne suis pas indifférent au sort de la planète, je suis suffisamment citoyen pour si on me donne le choix et qu'on me l'explique clairement, pour le faire. Mais je trouve aussi qu'il y a des choses qui être décidées à un niveau plus important. entre deux congélateurs, on devrait interdire celui qui est polluant.

M: La société revendique sa liberté.

D: Normalement , la liberté individuelle doit s'effacer devant la liberté collective. L'amianta a été interdite. Je pense qu'il y a des choses qui sont faites, au niveau des normes.

Il y a des gens sont c'est le métier, et on leur fait confiance.